

# RAPPORT ANNUEL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (2002)



*LE PARTAGE DES CONNAISSANCES ET DES  
IDÉES AU SERVICE DE LA PAIX AU CANADA*



## Couverture



*Discours inaugural de M. Max Wyman, président de la Commission canadienne pour l'UNESCO, lors de la 42e Assemblée générale annuelle tenue à Vancouver, en Colombie-Britannique (mars 2002)*

*Visite d'une école primaire appartenant au réseau américain des écoles associées de l'UNESCO, Jackson Hole, Wyoming (octobre 2002)*



*Participants de l'Atelier Grandir dans les villes : créer de meilleures communautés avec les enfants et les jeunes, à Ottawa, Ontario (août 2002)*

*(Photo: par Joel Richardson)*

*Mikaela et Alysa Kenn visitent le kiosque de la Commission pendant l'exposition Read Me A Story à Toronto, Ontario (juillet 2002)*



**Photos: © Commission canadienne pour l'UNESCO**

## Pour nous joindre

La poste                    COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO  
350, rue Albert, C.P. 047  
Ottawa, Ontario K1P 5V8  
CANADA

Téléphone                (613) 566-4414 / 1-800-263-5588

Télécopieur              (613) 566-4405

Courriel                  info@unesco.ca

Site web                  www.unesco.ca

Ottawa, mars 2003

Imprimé au Canada sur papier recyclé et recyclable

<b>MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL</b> .....	3
<b>INTRODUCTION</b> .....	4
<b>ACTIVITÉS CONSULTATIVES - SOUTIEN À LA CONTRIBUTION DU CANADA À L'UNESCO</b>	
I - La gouvernance .....	5
II - Les réseaux canadiens : réunions des Commissions sectorielles et des Groupes de travail .....	8
III - Les consultations menées auprès des Canadiens .....	10
IV - Les Conférences et les Rencontres internationales .....	12
V - Les Comités intergouvernementaux .....	17
<b>PROMOTION DES OBJECTIFS ET DES VALEURS DE L'UNESCO AU CANADA</b>	
I - Les publications et le site web .....	18
II - Les Conférences et les Séminaires .....	19
III - Les Journées et les Semaines mondiales/internationales .....	27
IV - Les prix UNESCO .....	29
V - Les réserves de biosphère .....	30
VI - Le Réseau canadien des écoles associées .....	31
VII - Le patronage .....	32
<b>L'AVENIR</b> .....	35
<b>ANNEXE I</b>	
Les membres du Comité exécutif .....	36
<b>ANNEXE II</b>	
Le Secrétariat .....	38
<b>ANNEXE III</b>	
Les membres honoraires .....	40
<b>ANNEXE IV</b>	
Les réserves mondiales de la biosphère au Canada .....	42
<b>ANNEXE V</b>	
Les sites du patrimoine mondial au Canada .....	43



Ottawa, le 29 janvier 2003

Il me fait grand plaisir de présenter ce Rapport annuel à la 43e Assemblée générale annuelle de la Commission canadienne pour l'UNESCO.


Au cours de l'année qui vient de se terminer de grandes réalisations ont été accomplies et, dans bien des cas, il s'agissait de *premières*. De plus, nous avons eu la chance de travailler avec de nouveaux partenaires mais aussi avec des individus dont la collaboration nous est assurée depuis longtemps. L'année 2002 a également été une occasion de renouvellement et de changement orientés vers une meilleure utilisation des forces vives de la Commission.

À la lecture de ce Rapport, vous constaterez que la Commission a mis l'accent sur son rôle relatif aux activités de conseil et de promotion, ce qui a eu un impact majeur sur ses travaux. Cette stratégie a permis d'obtenir un meilleur équilibre quant à notre travail et à l'influence du Canada, de même qu'elle a contribué à consolider notre position parmi les Commissions nationales et au sein de l'UNESCO. Il en est résulté une série d'activités incroyablement riches et diversifiées et, plus important encore, qui ont eu un effet bénéfique sur l'atteinte de nos objectifs, que ces activités aient eu lieu au Canada ou à l'étranger.

Nous avons également obtenu d'énormes succès dans les travaux réalisés avec la collaboration de personnes travaillant dans divers champs d'intérêt, bien que certains de ces domaines avaient toujours été considérés comme la chasse gardée d'un seul secteur de l'UNESCO. Qu'il s'agisse d'éducation des adultes, de bioéthique, de diversité culturelle, de la société de l'information ou de questions relatives à l'eau, la nature transversale de ces enjeux a été reconnue et notre travail enrichi et facilité par la participation d'éducateurs, de scientifiques, de sociologues, de professionnels des sciences naturelles, de spécialistes de l'information et de la communauté culturelle.

La Commission souhaite exprimer sa reconnaissance à tous ses partenaires pour leur soutien indéfectible et leur collaboration; ils proviennent de tous les niveaux des divers paliers de gouvernements, d'associations professionnelles, d'institutions d'enseignement et de la société civile.

J'aimerais également souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres qui se sont joints à la Commission au cours de l'année et avec qui nous espérons travailler de nombreuses années encore. En terminant, je tiens à remercier les membres du Comité exécutif, des Commissions sectorielles et des Groupes de travail et, plus particulièrement, le Secrétariat de la Commission, pour leur dévouement et leur engagement à promouvoir les objectifs de l'UNESCO et de la Commission, au Canada et ailleurs dans le monde.



David A. Walden  
Secrétaire général

# i

## Introduction

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'une des dix-huit agences spécialisées du Système des Nations Unies, a été créée à Londres, en Grande-Bretagne, le 16 novembre 1945. Le Canada en était l'un des 26 membres fondateurs.

L'UNESCO a son siège à Paris. En décembre 2002, elle comptait 188 États membres; elle a des bureaux régionaux ou des organes de liaison dans de nombreux pays. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international représente le gouvernement du Canada au sein de l'UNESCO par l'entremise de sa Délégation permanente dirigée par l'ambassadeur Louis Hamel.

La Conférence générale, qui est l'organe suprême de l'UNESCO, se compose de représentants de tous les États membres. Elle se réunit tous les deux ans pour élaborer la politique de l'Organisation et adopter son programme et budget. Outre la Conférence générale, l'UNESCO comprend un Conseil exécutif de 58 États membres élus.

Pour réaliser les objectifs de l'UNESCO et poursuivre ses idéaux, les États membres se sont engagés à fonder des Commissions nationales par la disposition suivante de l'Acte constitutif (article VII) que : « *Chaque État membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une Commission nationale où seront représentés le gouvernement et ces différents groupes.* »

L'UNESCO est la seule organisation du Système des Nations Unies à avoir des Commissions nationales.

Elles sont, par conséquent, la création des États membres et leur statut est défini au moyen d'un instrument législatif ou par une décision émanant du pouvoir exécutif. La Commission canadienne pour l'UNESCO a été créée par un décret (Conseil privé 1957-831) le 14 juin 1957, en conformité avec l'Acte constitutif de l'UNESCO et aux termes de la loi du Conseil des Arts du Canada, adoptée le 28 mars 1957. Le paragraphe (2) de l'article 8 de cette Loi dispose que : « Le gouverneur en conseil peut assigner au Conseil les fonctions et attributions qu'il estime opportunes en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. » Par conséquent, la Commission canadienne pour l'UNESCO a été instituée sous l'autorité juridique du Conseil des Arts du Canada lequel lui fournit son Secrétariat.

# a

## activités consultatives – soutien à la contribution du Canada à l'UNESCO

### I – LA GOUVERNANCE

#### a) *L'élection des membres du Comité exécutif*

Le Comité exécutif se compose de seize membres qui siègent à titre individuel ou comme représentants de leurs organisations. Le président et le vice-président de la Commission sont choisis par les membres du Comité exécutif alors que trois autres membres sont élus par l'Assemblée générale annuelle. Les membres du Comité exécutif sont nommés pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois.

Le mandat du président, du vice-président et de deux membres élus venait à terme à l'Assemblée générale annuelle de mars 2002. Le Comité exécutif a approuvé la nomination de M. Max Wyman à la présidence et celle de Mme Michèle S. Jean, à la vice-présidence. Mme Vicki Mather et M. Claude Moreau ont été, quant à eux, élus à l'unanimité par l'Assemblée générale annuelle.

Sur les recommandations respectives des Commissions sectorielles, le Comité exécutif a approuvé la nomination de Mme Arpi Hamalian comme présidente de la Commission sectorielle, Éducation et de M. François-Pierre Le Scouarnec comme président de la Commission sectorielle, Culture, Communication et Information. Le Comité exécutif nouvellement formé a également invité M. Norman Villegas à assister à ses réunions en tant qu'observateur, afin de s'assurer que le point de vue des jeunes soit considéré lors de ses délibérations. (*La liste des membres du Comité exécutif figure à l'annexe I de ce Rapport.*)

Au nom de la Commission canadienne pour l'UNESCO, j'aimerais présenter nos sincères remerciements au président sortant, M. Michel Agnaïeff, à M. Marshall Conley, vice-président sortant et aux autres membres du Comité exécutif dont le mandat a pris fin – M. Roch Denis, Mme Elizabeth Hoffman et Mme Eva Egron-Polak – pour leur clairvoyance, leur dévouement et leur généreuse contribution au travail de l'UNESCO et de la Commission.

#### b) *Le Comité exécutif*

Le Comité exécutif établit l'orientation générale de la politique de la Commission, conseille le gouvernement, les associations professionnelles et les organisations non-gouvernementales sur la façon d'exécuter et d'évaluer le programme de l'UNESCO. Il est en outre responsable de l'adhésion des membres aux Commissions sectorielles et à la Commission.

Entre janvier et décembre 2002, le Comité exécutif s'est réuni à quatre reprises. En plus des affaires courantes de la Commission, le Comité exécutif a étudié notamment les questions se rapportant au développement d'une stratégie de communication et de promotion, le développement du Réseau canadien des écoles associées et l'engagement accru des jeunes. Chacun de ces points est développé dans ce Rapport.

#### c) *La transition*

En avril, le président de la Commission, M. Max Wyman, le président sortant, M. Michel Agnaïeff et le secrétaire général ont eu une série de rencontres avec les hauts

fonctionnaires de l'UNESCO, dont le Directeur général, M. Koïchiro Matsuura. À l'occasion de cette rencontre, M. Matsuura a tenu à exprimer sa gratitude à Michel Agnâïeff en lui présentant une médaille en reconnaissance de sa contribution à l'UNESCO, à la fois pour le rôle qu'il a joué à titre de président de la Commission et celui à la présidence de l'Équipe spéciale de réflexion sur l'UNESCO au XXI<sup>e</sup> siècle.

Si le but premier des rencontres était de permettre au président sortant de présenter le nouveau et de familiariser avec différents aspects des opérations de l'UNESCO, elles ont également offert une excellente occasion pour le Canada de renforcer sa visibilité et de réaffirmer son engagement vis-à-vis l'UNESCO, en plus de recueillir d'importantes informations sur de nombreux dossiers. Au total, quinze rencontres ont été planifiées avec le personnel de l'UNESCO de tous les secteurs, de même qu'avec la haute direction et les services de l'Administration centrale. Les rencontres portaient sur les priorités stratégiques actuelles de l'UNESCO dont le Sommet mondial sur le développement durable, le Comité intergouvernemental et le programme Information pour tous, la diversité culturelle, le patrimoine immatériel, le développement durable, l'Éducation pour tous et les questions de gouvernance relevant du Conseil exécutif et de la Conférence générale.

Comme suivi à la 31<sup>e</sup> Conférence générale (octobre – novembre 2001), une rencontre a aussi eu lieu avec l'ambassadrice de la République dominicaine et déléguée permanente auprès de l'UNESCO, en sa qualité de présidente du Comité spécial du Conseil exécutif.

#### **d) Le comité des adhésions et des partenariats**

Le Plan stratégique de la Commission, *Renouveler l'esprit : une nouvelle vision pour la Commission canadienne pour l'UNESCO*, a été adopté à l'Assemblée générale annuelle en mars 1999. Celui-ci en appelle à une « adhésion renouvelée

*et élargie » en vue « d'enrichir les discussions de la Commission, de mettre en évidence leur pertinence et de légitimer le rôle de conseiller de la Commission auprès du gouvernement. »*

Un nouveau Comité des adhésions et des partenariats a été créé et chargé de faire des recommandations à la Commission concernant le renouvellement des adhésions afin d'assurer une meilleure représentation de la diversité de la société canadienne, de clarifier son rôle et d'accroître sa participation aux travaux de la Commission. Le Rapport du Comité a été adopté à l'Assemblée générale annuelle, en décembre 2000.

Sur ses recommandations, la Commission a établi une liste des membres existants et potentiels qui ont été invités à renouveler leur adhésion ou à devenir membres. Dans un premier temps, une lettre d'invitation a été envoyée à 231 institutions et 160 individus. Plusieurs noms ont été ajoutés ultérieurement, portant ainsi le total des envois à environ 400. Une liste de membres honoraires a également été établie, composée d'anciens ambassadeurs du Canada auprès de l'UNESCO, de présidents, de vice-présidents et de secrétaires généraux de la Commission, de récipiendaires de prix de l'UNESCO et d'individus ayant contribué de façon significative à l'avancement des idéaux de l'UNESCO, au Canada comme à l'étranger. (*La liste complète des membres honoraires figure à l'annexe III de ce Rapport*).

Si le processus de renouvellement des adhésions représente un effort concerté de la part de la Commission, il est également important de mentionner qu'il s'agit d'un processus continu. Les adhésions sont appelées à se développer et à se renouveler au fil des ans, selon le processus établi par le Comité et conformément aux Statuts et Règlements de la Commission.

Au nom de la Commission, je souhaite remercier les membres du Comité des adhésions et des partenariats : son président, M. Mathew Zachariah, Mme Vicki Mather et M. Norman Villegas, de

même que Mme Katherine Berg, M. Jeff Holt et Mme Caroline Stone pour le travail colossal qu'ils ont effectué.

#### **e) Le plan de communication et de promotion**

Dans son discours inaugural prononcé en mars 2002, le nouveau président de la Commission, M. Max Wyman, a souligné la nécessité de développer un plan de communication clair et précis, et de mettre l'accent sur l'image de la Commission. Le plan de communication et de promotion a donc été une priorité cette année. L'approche privilégiée a été l'utilisation aussi bien des relations publiques que des affaires publiques : les relations publiques offrent une plus grande visibilité à l'UNESCO et à la Commission tout en sensibilisant les Canadiens à leurs travaux. Les affaires publiques, par contre, impliquent un contact direct avec les décideurs et ainsi exercer une influence sur le processus de prise de décisions.

Afin d'atteindre ces objectifs, les membres du Secrétariat et du Comité exécutif ont été présents à divers événements à travers le Canada. Nous avons sollicité – et obtenu – un soutien financier pour des événements organisés par la Commission; le logo de la Commission et les messages du président ou du secrétaire général ont été diffusés plus souvent que de par le passé. Nous avons fait la promotion de Journées internationales et rendu hommage au travail des Canadiens. Des lettres ont été publiées, soit en réponse à des critiques injustifiées à l'encontre de l'UNESCO, soit pour donner notre appui à des articles publiés sur des sujets tels que la liberté de la presse et les dangers auxquels sont confrontés les journalistes dans l'exercice de leur fonction. Nous avons aussi établi de nouveaux partenariats et renouvelé la liste de nos membres pour faire en sorte que le message de l'UNESCO rejoigne désormais plus d'individus qu'auparavant.

Les résultats de cette stratégie de communication et promotion se reflètent dans les diverses activités mentionnées dans ce Rapport.

#### **f) Les amendements aux Statuts et aux Règlements de la Commission**

Les Statuts et Règlements de la Commission se devaient d'être amendés en 2001 pour inclure les changements résultant de l'adoption en mars 1999 du Plan stratégique *Renouveler l'esprit : une nouvelle vision pour la Commission canadienne pour l'UNESCO*, et en décembre 2000, du *Rapport du Comité des adhésions et des partenariats*. Des amendements additionnels, mineurs ceux-là, ont été nécessaires afin de mettre à jour les informations et d'effectuer les changements de dénomination comme par exemple *Affaires étrangères* au lieu de *Affaires extérieures*, ce qui n'était pas le cas depuis 1992.

Les membres de la Commission ont révisé et approuvé les amendements proposés lors de l'Assemblée générale annuelle tenue à Vancouver, en mars 2002. Conformément à l'article 14.4, les amendements aux Statuts et Règlements de la Commission requièrent l'approbation du conseil d'administration du Conseil des Arts du Canada. Les amendements ont été soumis et approuvés à l'unanimité le 31 août 2002, et sont désormais en vigueur.

#### **g) Les fonds extrabudgétaires**

La Commission a connu un immense succès cette année dans l'obtention de fonds extrabudgétaires de sources externes ce qui nous a permis de multiplier nos activités et d'en entreprendre de plus importantes. Cela démontre indéniablement que l'on soutient le travail de l'UNESCO et celui de la Commission, et qu'on y attache une réelle importance.

La Commission tient à remercier le ministère du Développement des ressources humaines pour son soutien financier au lancement de la *Semaine des apprenants adultes* et de l'*Atelier Grandir dans les villes*, de même que le Centre de recherches en développement international pour son appui à ce projet.

Santé du Canada, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, l'Université de Montréal et les Instituts de recherches en santé du Canada ont également apporté leur soutien financier à la tenue de la *Neuvième session du Comité international de bioéthique*, de même que les ministères québécois de la Santé et des services sociaux, et de la Recherche, de la science et de la technologie. Des appuis sont également venus de la Commission québécoise de l'éthique de la science et de la technologie, de la Chaire en Droit et médecine de l'Université de Montréal, et de Montréal International.

Le Siège a aussi accordé son soutien financier pour l'*Atelier Grandir dans les villes*, pour la *Neuvième session du Comité international de bioéthique* et pour l'*Atelier EuroMAB*.

La Commission a en outre bénéficié des royautés provenant de la vente d'une anthologie de poésie publiée par *House of Anansi Press* et du *Griffin Trust pour l'excellence en poésie*. Elle a également reçu un legs de la *Succession Edwin Weetman*.

## **II – LES RÉSEAUX CANADIENS : RÉUNIONS DES COMMISSIONS SECTORIELLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL**

### **a) Commission sectorielle, Éducation**

Une réunion de la Commission sectorielle, Éducation s'est tenue en février 2002. Elle portait sur l'identification des priorités en éducation au Canada pour le biennium 2002-2003, de même que sur les possibilités de collaboration avec des réseaux canadiens; cet exercice faisait suite à la 31<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO. Les membres ont également été consultés sur le document du Groupe de travail du G-8 sur l'éducation, document préparé pour la réunion du G-8 qui s'est tenue à Kananaskis, en Alberta, en juin 2002. Les discussions ont fait état des progrès obtenus depuis la Conférence internationale sur l'éducation supérieure. Le Comité de travail de la Commission sectorielle s'est également penché sur les candidatures aux postes à pourvoir en son sein de président et de vice-président.

La prochaine réunion de la Commission sectorielle se tiendra en même temps que la 43<sup>e</sup> Assemblée générale annuelle, en mars 2003.

### **b) Commission sectorielle, Sciences naturelles, sociales et humaines**

La Commission sectorielle, Sciences naturelles, sociales et humaines s'est réunie en mars et en décembre 2002. À la réunion du mois de mars, il était question du développement durable dans le contexte du Sommet mondial sur le développement durable, qui s'est tenu en août-septembre 2002, de la Conférence Mondiale des Océans et des Côtes à Rio + 10, qui s'est tenu en décembre 2001, du Sommet mondial sur l'écotourisme et de l'Atelier EuroMAB qui ont eu lieu en mai, à Québec, et du plan proposé visant le renforcement des réserves de biosphère au Canada.

La promotion des droits humains et la lutte contre le racisme sont des sujets qui ont également été abordés dans le contexte de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, lequel a eu lieu en août-septembre 2001, le travail du Comité international de bioéthique et de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST).

Pour faire suite aux suggestions des membres de la Commission sectorielle, un thème mobilisateur a été développé en vue de la rencontre de décembre; les discussions ont porté sur *les nombreuses valeurs de l'eau*. Il s'agissait de fournir de l'information sur l'eau dans la perspective des sciences naturelles et sociales, et des programmes de l'UNESCO sur l'eau. Ces informations ont alors été étudiées d'un point de vue éthique afin de déterminer si l'éthique était en mesure d'apporter une nouvelle vision et de trouver un principe commun aux divers enjeux.

Il a été également question des propositions préliminaires relatives aux sciences naturelles, sociales et humaines contenues dans le Projet de Programme et budget de l'UNESCO 2004-2005, avec pour objectif d'établir la position du Canada en vue de la 32<sup>e</sup> Conférence générale qui se tiendra en octobre 2003.

#### **c) Commission sectorielle, Culture, Communication et Information**

La Commission sectorielle, Culture, Communication et Information s'est réunie à deux reprises en 2002. Lors de la réunion de mars, elle a examiné les points de vue canadiens sur la mise en œuvre du Plan d'action de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle (adopté par la Conférence générale en novembre 2001), sur le nouvel instrument proposé pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, le document de travail sur les recommandations concernant le multilinguisme et l'accès universel au cyberspace, la Convention sur la protection du patrimoine

culturel subaquatique (2001) et le programme Information pour tous.

En décembre, on a favorisé une approche plus thématique en jumelant diversité culturelle et liberté d'expression, patrimoine numérique et patrimoine immatériel. Les consultations canadiennes en prévision du Sommet mondial sur la société de l'information (2003) et du rôle du Canada à la Conférence mondiale sur l'éducation artistique qui a été proposée pour 2004 ont également fait l'objet de discussions.

#### **d) Accroître la transdisciplinarité**

À la demande des membres des Commissions sectorielles, et ce, afin de favoriser une approche transdisciplinaire et de promouvoir les activités de la Commission, chaque Commission sectorielle reçoit désormais des mises à jour régulières sur le travail des unes et des autres. Cette initiative a donné d'excellents résultats et le vif intérêt qu'ont les membres des Commissions sectorielles pour l'ensemble des travaux de la Commission nous encourage à poursuivre dans cette voie.

### III – LES CONSULTATIONS MENÉES AUPRÈS DES CANADIENS

#### a) *Le Sommet mondial sur la société de l'information*

Le Sommet mondial sur la société de l'information se tiendra à Genève, en 2003 et à Tunis, en 2005. Conçu à l'origine par l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour que les industries puissent débattre des questions de convergence, le Sommet accueille maintenant les agences et organisations du Système des Nations Unies. L'UNESCO joue un rôle-clé dans la préparation du Sommet en fournissant des informations concrètes sur les inégalités entre les pays pauvres et les pays riches, sur les problèmes d'accès versus les droits d'auteur, et sur l'éthique de l'information.

Afin de se préparer pour la rencontre de Genève en décembre 2003, le gouvernement canadien a mis sur pied un Comité interministériel chargé d'élaborer la position du Canada et la contribution au Sommet des divers partenaires. La Commission en est membre depuis sa création. Le rôle de la Commission consiste à mener des consultations auprès de la société civile sur les questions qui seront débattues au Sommet. Une consultation électronique a été effectuée en mars afin de recueillir des commentaires sur les thèmes et les objectifs du Sommet, sur la définition de « société de l'information » et sur les moyens d'assurer la participation de la société civile à l'événement. Les réponses reçues ont été transmises au Comité interministériel.

Une table ronde réunissant plus d'une trentaine de représentants d'organisations non-gouvernementales, des secteurs académique et privé, s'est tenue à Ottawa le 29 mai, afin de discuter des thèmes du Sommet, ses orientations et les résultats recherchés pour chacun des domaines identifiés. La rencontre a aussi permis d'examiner les mécanismes proposés pour la participation de la société civile. Les résultats de la table ronde ont été

transmis aux membres du Comité interministériel, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et à Industrie Canada qui ont dirigé la Délégation canadienne lors de la tenue de la première réunion du Comité préparatoire (PrepCom I) à Genève, du 1 au 5 juillet. La Commission y était représentée par le président de la Commission sectorielle, Culture, Communication et Information, M. François-Pierre Le Scouarnec, et par la chargée de programme, Communication et Information, Mme Pauline Dugré.

D'autres consultations ont été menées en vue de répondre notamment aux questions sur ce qu'est la société de l'information, sur la pertinence de la participation des femmes, de la jeunesse, des autochtones, des aînés et des personnes handicapées; la société de l'information a ou aura-t-elle un impact sur la vie de tous et chacun ? Quels instruments ou services devraient faire partie d'une société de l'information ? Quels sont les obstacles et les possibilités d'accès à ces instruments et services ?

Les consultations menées à ce jour :

- Toronto, du 24 au 25 octobre – À la consultation s'ajoutait une session spéciale sur la liberté d'expression. Les deux jours de la consultation ont été organisés en coopération avec le *Centre for Innovation Law and Policy* de la Faculté de Droit de l'Université de Toronto.
- Québec, du 5 au 6 décembre – Consultation organisée en collaboration avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, et l'Université Laval.

D'autres rencontres se tiendront en 2003 : à Winnipeg en janvier, à Halifax en mars, à Yellowknife en avril et enfin, à Vancouver en mai.

Des représentants de la Commission ont également participé à une rencontre de la Région Europe, en prévision de la réunion du Comité préparatoire

qui s'est déroulée à Mainz, en Allemagne, du 27 au 29 juin (voir p 13, *Conférences et Rencontres internationales*).

#### **b) Les consultations Jeunesse**

Des consultations Jeunesse se sont succédées tout au long de l'année, y compris au moyen de groupes de discussion électronique. En décembre, une consultation plus formelle a été organisée à Ottawa, afin d'explorer les approches favorisant la participation des jeunes. Une vingtaine de jeunes aux intérêts variés ont soulevé notamment des questions sur ce qui est nécessaire pour soutenir l'intérêt des jeunes, les forces et les faiblesses des projets Jeunesse, les processus, les pratiques et les activités, la création de partenariats significatifs entre jeunes et adultes, et l'utilité des échanges internationaux qui favoriseraient leur engagement.

L'engagement des jeunes dans les programmes de l'UNESCO administrés par la Commission comme la Gestion des transformations sociales (MOST) et plus spécifiquement Grandir dans les villes, ont également fait l'objet de discussions. Il a été généralement reconnu qu'un engagement significatif à long terme au sein de la communauté était la clé du succès pour une participation soutenue de la part des jeunes.

#### **c) L'éducation artistique**

La Commission mondiale de la culture et du développement et la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (1998) mettent en évidence le besoin de bien ancrer le développement dans la diversité et les forces endogènes que sont le patrimoine, l'identité et la créativité. À la 30<sup>e</sup> Conférence générale, en 1999, le Directeur général de l'UNESCO a lancé un appel à la promotion de l'éducation artistique et de la créativité à l'école. La 31<sup>e</sup> Conférence générale de 2001 autorisait le Directeur général à promouvoir la créativité et l'enseignement formel et non formel des arts.

Une des propositions à l'étude présentement et qui vise à promouvoir l'éducation artistique, est la Conférence mondiale sur l'éducation artistique qui devrait se tenir en 2004; elle aurait pour thème *La créativité au cœur d'une éducation de haute qualité*. Des conférences régionales ont déjà été organisées en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans les États arabes et dans la sous-région Pacifique. Deux autres conférences régionales devraient être organisées en 2003, l'une en Asie et l'autre en Finlande, en août, pour l'ensemble de la région Europe.

En décembre 2002, la Commission a été l'hôte d'une rencontre pour établir le bilan de l'éducation artistique au Canada. Il a été notamment question de l'état de l'enseignement formel et non formel des arts, de l'apprentissage tout au long de la vie – pour et par les arts – et des moyens de développer des partenariats en vue de permettre au Canada de participer activement à une prochaine réunion de l'UNESCO sur l'éducation artistique. On y a aussi discuté de la possibilité pour le Canada d'accueillir la Conférence, de même que des défis que cela représenterait. Les participants ont accepté, au nom des organisations qu'ils représentent, de faire part à la Commission, par écrit, de leurs idées et de leur appui à cette initiative. La rencontre ayant eu lieu à la mi-décembre, aucune proposition n'a été reçue avant la fin de l'année.

#### **d) Réponse du Canada à la consultation des États membres de l'UNESCO sur le projet de Stratégie à moyen terme et de Programme et budget 2004-2005 (32C/5)**

En mai 2002, l'UNESCO a distribué un questionnaire en vue de recueillir les commentaires et les propositions des États membres, des membres associés, des organisations intergouvernementales (OIG) et des organisations internationales non-gouvernementales (ONG) sur les priorités et les enjeux qui devraient orienter le projet de Stratégie à moyen terme et de Programme et budget 2004–2005 (32C/5).

La Commission a consulté les membres des gouvernements fédéral et provinciaux, les experts dans les secteurs de l'éducation, des sciences naturelles, sociales et humaines, de la culture, de la communication et de l'information. La Commission a ensuite préparé la Réponse du Canada qui a été soumise au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin qu'elle soit présentée à l'UNESCO. Le texte intégral du document est disponible sur le site web de la Commission :

**[www.unesco.ca](http://www.unesco.ca)**

Une analyse sommaire des commentaires et des propositions reçus a été présentée au Conseil exécutif de l'UNESCO lors de sa session d'octobre, dans un document intitulé *Propositions préliminaires du Directeur général pour le projet de Stratégie à moyen terme et de Programme et budget 2004-2005 (32C/5)*, partie I (165 EX/5 Partie I (B)). Nous sommes très heureux que la contribution du Canada fasse bonne figure dans ce document qui reprend d'ailleurs plusieurs éléments de notre Réponse. L'influence du Canada démontre l'importance de la contribution de la société civile au travail de l'UNESCO.

## **IV – LES CONFÉRENCES ET LES RENCONTRES INTERNATIONALES**

### **a) *La participation canadienne à l'étranger***

#### ***Atelier de la région arabe sur le trafic illicite de biens culturels, Beyrouth, du 14 au 18 février***

À la demande du Secrétariat de l'UNESCO (Division du patrimoine culturel), le secrétaire général a participé à l'*Atelier des régions arabes sur le trafic illicite de biens culturels* qui s'est tenu à Beyrouth, au Liban, à titre de président sortant (1997-2001) du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels dans leur pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale.

Le trafic illicite de biens culturels est un problème particulier pour la région arabe compte tenu de la richesse de son patrimoine archéologique (grec, romain, byzantin, arabe, chrétien et musulman) et des conflits déstabilisants. La disparité des richesses dans les pays de cette région, le fait qu'on y retrouve aussi bien les pays d'où ces biens proviennent, les pays par lesquels ils transitent que les pays qui leur servent de marchés, et le fait aussi que toutes ces activités se passent à l'intérieur d'une région géographique relativement petite, compliquent davantage le problème.

Des représentants de 14 des 22 États arabes ont participé à l'Atelier et assisté aux nombreuses sessions d'information sur les conventions internationales, sur les bases de données des objets volés, sur la coopération interrégionale, sur les discussions et sur les rapports présentant les efforts des pays dans la prévention contre le pillage et contre le trafic illicite.

#### ***Rencontres des groupes de travail du Comité international de bioéthique, Paris, du 18 au 19 avril***

Deux groupes de travail ont été institués par le Comité international de bioéthique, le premier pour

préparer un instrument international sur la gestion des bases de données génétiques, le second pour élaborer un rapport sur la possibilité de développer un instrument international sur la bioéthique. Mme Michèle S. Jean a participé, en tant que membre du groupe de travail (Mme Jean est membre du Comité à titre individuel), à l'élaboration d'un instrument international en bioéthique, lors de rencontres qui se sont tenues à Paris, du 18 au 19 avril 2002. Un plan de travail a été établi et les membres se sont partagés la responsabilité d'élaborer les différentes sections d'un rapport préliminaire qui traite notamment des instruments existants, de la valeur ajoutée d'un instrument préparé par l'UNESCO, des sujets à inclure dans cet instrument, du type d'instrument qu'il faut considérer et de l'importance de la sensibilisation et de l'éducation.

Le travail des deux Groupes a été discuté de façon plus approfondie pendant la Neuvième session du Comité international de bioéthique qui s'est tenue à Montréal, en novembre (voir p 15).

***Réunion régionale des secrétaires généraux des Commissions nationales de l'UNESCO de la région Europe et Consultation régionale des Commissions nationales pour la préparation du Programme et budget de l'UNESCO 2004-2005, Budapest, du 14 au 18 juin***

Le président de la Commission et le secrétaire général ont participé aux rencontres régionales des secrétaires généraux et des Commissions nationales à Budapest, du 14 au 18 juin. Étaient inscrits à l'ordre du jour de la réunion des secrétaires généraux : le suivi de la réunion à Montréal des Commissions nationales, en juillet 2001, le statut et le fonctionnement des Commissions nationales, les Sommets mondiaux sur le développement durable et sur la société de l'information, de même que le rayonnement de l'UNESCO dans les États membres à travers les activités menées par les Commissions nationales.

La consultation des Commissions nationales a surtout porté sur les propositions et priorités pour le Programme et budget 2004-2005 selon le point de vue des Commissions nationales, et non celui des États membres. Il a également été question des enjeux prioritaires pour les Commissions nationales, y compris le renforcement des capacités et la mobilisation de nouveaux partenaires pour soutenir le travail de l'UNESCO. Ces discussions ont grandement contribué à mettre au point la Réponse du Canada.

***La réunion de Mainz et la première réunion du Comité préparatoire (PrepCom I) pour le Sommet mondial sur la société de l'information, Mainz, du 27 au 29 juin et Genève, du 1 au 5 juillet***

Du 27 au 29 juin, la Commission nationale allemande pour l'UNESCO a été l'hôte d'une rencontre des représentants des Commissions nationales de la région Europe sur le thème de *Culture et enjeux de l'information* un peu avant que le Comité préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information ne tienne sa première session à Genève, du 1 au 5 juillet. La Commission était représentée à chacune de ces rencontres par M. François-Pierre Le Scouarnec et par Mme Pauline Dugré. M. Max Wyman a assisté à la réunion de Mainz et, à l'invitation de la Commission nationale allemande, il a présidé la session sur *Comment respecter les besoins et les droits des utilisateurs dans la société de l'information du XXI<sup>e</sup> siècle ?*.

La contribution canadienne à la réunion de Mainz a été considérable. Les trois membres de notre Délégation ont été activement impliqués dans l'élaboration de la Résolution finale de la Conférence – le secrétaire général de la Commission nationale allemande a d'ailleurs publiquement salué la contribution exceptionnelle de « l'équipe Canada. » La Commission canadienne a aussi été la seule Commission nationale à mener une consultation pour recueillir le point de vue de la société civile. Le Rapport de cette consultation

a été largement diffusé et placé sur le site officiel du Secrétariat exécutif de la Division de la société civile : <http://www.geneva2003.org/home/events/documents/ws14.htm>

La Commission faisait partie de la Délégation officielle du Canada pour la réunion du PrepCom, dirigée par l'ambassadeur du Canada en Suisse, M. Christopher Westdal. Compte tenu qu'aucun représentant de la société civile ou du secteur privé ne faisait partie de la Délégation, la Commission est devenue *de facto* la voix de la société civile. Une fois de plus, les représentants de la Commission ont réussi à faire porter les discussions sur les questions humanitaires et sociales, de même que sur les préoccupations relatives aux infrastructures – les relations du Canada avec l'UIT relèvent d'Industrie Canada. La participation de la société civile au Sommet est également devenue un enjeu majeur, certains pays – notamment la Chine et le Pakistan – s'étant fortement opposés aux questions touchant à la liberté d'expression.

Le Canada a insisté sur l'importance de promouvoir les initiatives communautaires, ascendantes, axées sur la demande, qui répondent aux besoins des gens sur le plan du développement et de fixer des objectifs réalistes tenant compte des capacités actuelles. En d'autres termes, les individus devraient être invités à identifier leurs besoins et à voir de quelle façon ils devraient les aborder. S'appuyant sur la position canadienne selon laquelle il est essentiel que les représentants de la société civile participent activement (ce qui ressort des résultats de la table ronde organisée par la Commission en mai 2002), les femmes, les jeunes, les autochtones, les aînés, les personnes handicapées, les groupes marginalisés seront privilégiés lors des futures consultations de la Commission.

***Atelier régional des États baltes et du Commonwealth d'États indépendants sur le trafic illicite de biens culturels, Moscou, du 17 au 20 septembre***

Le Comité russe du Conseil international des musées (ICOM), le bureau de l'UNESCO à Moscou et le ministère russe de la Culture ont invité le secrétaire général à prendre la parole à l'*Atelier régional des États baltes et du Commonwealth d'États indépendants sur le trafic illicite de biens culturels* qui s'est tenu à Moscou. Le secrétaire général a participé à cet Atelier à titre d'ancien président (1997-2001) du Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la promotion du retour des biens culturels dans leur pays d'origine ou leur restitution en cas d'appropriation illicite. Il a également fait une présentation sur *Les moyens de rapatrier les biens culturels* et a animé un atelier sur la législation nationale et les conventions internationales.

Le trafic illicite est devenu un problème sérieux en Russie et dans les anciennes républiques soviétiques depuis la dissolution de l'Union soviétique. L'augmentation dramatique du crime est due pour une bonne part à l'effondrement de la règle de droit, de telle sorte que tous les pays, incluant la Russie, ont dû réviser leurs lois après 1990. Les églises, les musées et les édifices publics sont devenus les cibles privilégiées des voleurs. Les représentants des institutions publiques et de l'Église orthodoxe russe ont également participé à l'atelier.

***8<sup>e</sup> Réunion du réseau EuroMAB, Rome, du 7 au 13 octobre***

Le réseau EuroMAB, fondé en 1987, opère dans plus de 40 pays en Europe et en Amérique du Nord et compte 200 réserves de la biosphère. Le réseau se réunit tous les deux ans pour échanger des informations sur les activités de coopération impliquant des groupes ou des pays ou/et des sous-régions géographiques sur des thèmes spécifiques.

L'objectif premier d'EuroMAB 2002 était d'accroître les échanges entre les Comités MAB nationaux et les coordonnateurs des réserves de biosphère, en vue de développer un plan de travail pour 2003–2004. La Réunion avait pour objectif d'évaluer les activités qui avaient été mises en oeuvre entre 2000 et 2002 comme notamment l'Atelier sur l'écotourisme, organisé par la Commission et MAB Canada dans le cadre du Sommet mondial sur l'écotourisme qui s'est tenu à Québec, en mai 2002.

Les thèmes suivants ont été abordés : le traitement des données sur la biodiversité, les sites du patrimoine mondial et les réserves de biosphère, les écosystèmes urbains, l'écotourisme, les enjeux légaux, la gestion, la coopération en Europe du Sud-Est, les réserves de la biosphère sur les zones côtières et marines, et le développement des économies de qualité.

M. Fred Roots, président de MAB Canada, et Mme Gisèle Trubey, chargée de programme, Sciences naturelles, ont pris part à la rencontre. Mme Katherine Berg, conseillère spéciale auprès du secrétaire général, a assisté aux débats sur les réserves de biosphère et sur les sites du patrimoine mondial qui se sont déroulés au cours des deux premières journées de la Réunion.

#### **b) Les rencontres internationales tenues au Canada**

##### ***Neuvième session du Comité international de bioéthique, Montréal, du 25 au 28 novembre***

Le Comité international de bioéthique (CIB) a été créé en 1993 par le Directeur général de l'UNESCO pour répondre aux questions importantes soulevées par la croissance fulgurante des sciences de la vie et des sciences de la santé, en particulier dans les domaines de la génétique et de la biotechnologie. La bioéthique est au cœur des débats et il appartient à l'UNESCO d'y associer tous les pays.

Le CIB est composé de 32 membres nommés par le Directeur général. Ils y siègent à titre individuel,

c'est-à-dire qu'ils y sont nommés pour leur expertise mais n'y représentent pas leur pays. Mme Michèle S. Jean, vice-présidente de la Commission, est membre de ce Comité.

Le Comité se réunit annuellement pour évaluer les rapports sur des questions spécifiques; il s'est occupé des enjeux éthiques et légaux liés au *dépistage et aux tests*, à la thérapie génique, au conseil génétique, à la génétique des populations, aux neurosciences, à l'accès aux traitements expérimentaux et aux aliments génétiquement modifiés. Le CIB était également responsable de l'élaboration de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, en 1997.

Sur la recommandation de la Commission, M. Louis Hamel, ambassadeur du Canada et délégué permanent auprès de l'UNESCO, a invité le CIB à tenir sa réunion à Montréal, du 25 au 28 novembre. Le Secrétariat de la Commission, sous la direction de Mme Elisabeth Barot, a travaillé activement avec le celui du CIB pour organiser cette rencontre à laquelle ont assisté plus de 300 personnes, dont les représentants de plusieurs organisations internationales non-gouvernementales.

La rencontre portait sur des questions spécifiques telles que la bioéthique et les valeurs spirituelles, sur les technologies de pointe tant dans le domaine de la recherche sur le cerveau que sur les diagnostics génétiques avant implantation, de même que sur les prédispositions et sur la recherche en génomique. Les deux Groupes de travail du Comité ont aussi fait état de leurs progrès en ce qui concerne la possibilité du développement d'un instrument international sur les données génétiques et d'un instrument universel sur la bioéthique.

La rencontre était placée sous le patronage de M. Pierre Sané, Sous-directeur général pour les Sciences sociales et humaines, de Mme Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, de M. Yvon Charbonneau, député

d'Anjou-Rivière-des-Prairies et président du Groupe de parlementaires amis de l'UNESCO, et de M. Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal.

Mme Michèle S. Jean a été élue présidente du Comité international de bioéthique pour un mandat de deux ans au cours de cette rencontre.

***Lancement du réseau international des femmes en sciences et génie, Ottawa, le 31 juillet***

Le Réseau international des femmes en sciences et génie (INWES) a été lancé lors du 12<sup>e</sup> Congrès international des femmes en sciences et génie (ICWES) qui s'est tenu en juillet, à Ottawa. La création de ce Réseau fait suite à la Conférence mondiale sur la science (1999). La Commission a collaboré au développement de ce projet avec Mme Monique Frize, ancienne présidente du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG-Ontario), et avec Mme Claire Deschênes, présidente de la Chaire du CRSNG (Québec) pour les femmes en sciences et génie. Les partenaires principaux du INWES sont l'UNESCO et IBM qui ont également pris la parole à ce lancement.

Le réseau INWES a élu un Conseil d'administration intérimaire qui a tenu sa réunion inaugurale en septembre 2002. Mme Monique Frize en a été élue présidente pour un mandat de deux ans. Le mandat de l'INWES est le suivant :

1. Le réseautage : l'INWES agit comme un forum pour les événements internationaux s'adressant aux femmes ingénieures et scientifiques ;
2. La veille informationnelle : l'INWES sert de centre de tri mondial des informations sur les femmes en science et technologie (collecte et diffusion de l'information, production d'un répertoire des associations qui œuvrent dans ce domaine, maintien d'une base de données des événements internationaux sur les femmes ingénieures et scientifiques) ;

3. Le rôle de facilitateur : l'INWES joue un rôle de facilitateur afin d'assurer un meilleur accès des femmes aux carrières scientifiques ; et
4. Le soutien : l'INWES donne aux femmes une voix plus efficace lorsqu'il est question de science, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques.

## V – LES COMITÉS INTERGOUVERNEMENTAUX

### *Le Conseil intergouvernemental pour le programme Information pour tous*

La première rencontre du Conseil intergouvernemental pour le programme Information pour tous s'est tenue au siège de l'UNESCO, à Paris, du 15 au 17 avril. La représentante du Canada, Mme Martha B. Stone, en a été élue vice-présidente. Mme Stone était accompagnée à cette rencontre par la chargée de programme, Communication et Information, Mme Pauline Dugré, et par l'avocat spécialiste des droits d'auteur du ministère du Patrimoine canadien, M. Luc-André Vincent.

La présence de M. Vincent était requise pour les discussions sur le *Projet de recommandation pour la promotion et l'usage du multilinguisme et de l'accès universel au cyberspace* qui était un point important à l'ordre du jour. En fin mars, M. Vincent avait participé à une rencontre de spécialistes de l'UNESCO visant à amener les États membres le plus près possible d'un consensus sur le projet de Recommandation sur les droits d'auteur. Les experts étant incapables de s'entendre, les divergences d'opinions sur les questions de droits d'auteur sont demeurées vives. À la lumière des discussions des spécialistes, le Secrétariat a préparé une nouvelle version du projet de Recommandation, laissant aux États membres le soin de mener des consultations sur le sujet puis d'en communiquer les résultats au Secrétariat d'ici la fin de juin.

Le Secrétariat a en outre demandé aux États membres d'approuver le processus d'élaboration de l'avant-projet de charte sur la conservation du patrimoine numérique. Compte tenu du peu de temps disponible pour examiner les documents, le Conseil a convenu d'accorder le délai supplémentaire du 9 mai 2002 pour l'envoi au Secrétariat des commentaires et amendements.

La Commission a mené une consultation et a pu fournir une réponse détaillée dans les délais prescrits.

## a promotion des objectifs et des valeurs de l'unesco au canada

### I – LES PUBLICATIONS ET LE SITE WEB

#### a) [www.unesco.ca](http://www.unesco.ca)

La Commission a continué à développer son site web afin de diffuser l'information sur l'UNESCO et la Commission. Plusieurs nouvelles sections ont été ajoutées, dont une section Jeunesse qui regroupe toutes les informations et les activités qui intéressent les jeunes. La section *Questions fréquemment posées* a été mise à jour de même que les notes biographiques des membres du Comité exécutif. On a également ajouté une liste des nouvelles publications et un calendrier des événements. Les informations concernant des événements spécifiques tels que la *Neuvième session du Comité international de bioéthique*, l'*Année internationale de l'eau douce* et la *Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement* sont maintenant disponibles en ligne. Les informations sur les réserves de biosphère et les sites du patrimoine mondial au Canada devraient être accessibles sous peu.

Nous sommes très encouragés par l'augmentation du nombre de visiteurs sur notre site. En 2002, ils étaient plus de 10 000 à consulter nos pages sur une base mensuelle.

#### b) *Les publications*

En 2002, la Commission a produit un grand nombre de publications dont plusieurs sont accessibles en ligne :

- Réponse du Canada à la consultation des États membres de l'UNESCO sur le projet de stratégie à moyen terme et de programme et budget 2004-2005 (32C/5)

- *L'écotourisme et le développement durable dans les réserves de biosphère : expériences et perspectives d'avenir* (Rapport de l'Atelier organisé par EuroMAB et la Commission dans le cadre du Sommet mondial sur l'écotourisme, du 24 au 25 mai 2002);
- *Les mots clés pour la participation au Réseau des écoles associées de l'UNESCO*
- *Grandir dans les villes : créer de meilleures villes avec les enfants et la jeunesse* (Série de conversations Metropolis, Numéro 6, Rapport de l'atelier qui s'est tenu le 22 août 2002)
- *Apprendre nous ouvre le monde* (préparé pour le lancement pancanadien de la Semaine internationale des apprenants adultes, du 8 au 14 septembre)
- *Construire ensemble une culture de la paix : Décennie internationale pour une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde 2001-2010* (une version mise à jour de notre trousse d'information préparée pour l'Année internationale de la culture de la paix)
- *Le Rapport annuel du secrétaire général* (2001-2002)
- *Le Manifeste 2000* (réédition de la brochure de l'UNESCO incluant les coordonnées de la Commission canadienne pour l'UNESCO)

#### c) *La revue Biodiversity publie un numéro spécial sur les autochtones*

Dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable, le Tropical Conservancy

qui publie la revue *Biodiversity*, a produit un numéro spécial consacré aux autochtones, en collaboration avec le Centre pour le savoir traditionnel du Musée canadien de la Nature, afin de donner une voix à la perspective autochtone. M. Maurice Strong, ancien secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, en 1992, en a été le rédacteur invité. La revue présente un vaste contenu canadien de même que des articles signés par des auteurs des Amériques, d'Afrique et d'Asie.

Partenaire du projet, le logo de la Commission a été publié dans ce numéro qui a été distribué lors du Sommet mondial sur le développement durable, à Johannesburg, en août-septembre. Le Centre pour le savoir traditionnel a aussi lancé un site web présenté à l'occasion du Sommet.

## II – LES CONFÉRENCES ET LES SÉMINAIRES

### a) *Resolve It! 2002 – A Peace Odyssey, Toronto, du 21 au 24 février*

*YouCAN! (Youth Canada Association)* est une organisation caritative dont le mandat est de donner une voix aux jeunes et de construire une culture de la paix. Fondée en 1997, *YouCan!* est l'une des principales organisations canadiennes à être dirigée par et pour les jeunes; elle a formé plus de 11 000 jeunes à travers le Canada à la résolution de conflits et à la prévention de la violence.

Près de 600 personnes ont participé à *Resolve It!*, la Conférence internationale de la jeunesse pour l'édification de la paix et pour la résolution des conflits, organisée en février par *YouCAN!* Les jeunes de toutes les provinces et territoires étaient présents, de même que les représentants de 15 pays. Les participants ont pris part à des ateliers sur le développement des capacités, sur le dialogue international et à des sessions sur la planification des initiatives; ils ont assisté à des concerts et à un spectacle sur les différentes cultures représentées à la Conférence.

Mme Geneviève Talbot, agente intermédiaire de programme, Jeunesse, a organisé un atelier sur *La création d'une culture de la paix*. L'Atelier a fait la promotion de l'UNESCO et de la Commission, des six principes contenus dans le Manifeste 2000 pour une culture de la paix et de la non-violence et sur la Décennie internationale pour une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. La Commission a apporté sa contribution financière à l'événement.

### b) *Les industries culturelles et le dialogue entre les civilisations dans les Amériques, Montréal, du 22 au 25 avril*

Organisé par le Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et

la société (GRICIS) de l'Université du Québec à Montréal, le Colloque panaméricain intitulé *Les industries culturelles et le dialogue entre les civilisations dans les Amériques* s'est tenu en avril, à Montréal. Plus de 160 participants de 15 pays des Amériques et de l'Europe y ont pris part.

Le Colloque a débuté par les allocutions de l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien et de Mme Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales et de la Francophonie. Quatre thèmes majeurs y ont été abordés : (i) l'État et la diversité culturelle ; (ii) les langues de communication ; (iii) l'économie et la culture ; et, (iv) la participation des Premières Nations à des échanges culturels entre les pays des Amériques.

L'UNESCO y était représentée par Mme Katérina Sténou, directrice de la Division du pluralisme culturel. Sa présentation sur l'État et la diversité culturelle se voulait une mise à jour sur la Déclaration universelle et sur les activités promotionnelles à venir. Elle a annoncé que d'ici 2007, l'UNESCO mettra sur pied quatre observatoires de la diversité culturelle dont le mandat sera de promouvoir la diversité culturelle. La publication des Actes du Colloque est prévue en début 2003.

La Commission y était représentée par M. Mathias Bizimana, chargé de programme, Culture et patrimoine mondial.

**c) *Le Sommet mondial sur l'écotourisme et l'Atelier EuroMAB sur l'écotourisme dans les réserves de biosphère, Québec, du 19 au 25 mai***

M. Claude Villeneuve, président de la Commission sectorielle, Sciences naturelles, sociales et humaines, et M. Benoît Charlebois, chargé de programme intérimaire, ont assisté au Sommet mondial sur l'écotourisme qui s'est tenu à Québec, du 19 au 23 mai. M. Fred Roots, président du Comité national du programme MAB/Canada,

a présidé l'*Atelier EuroMAB*, du 24 au 25 mai, auquel ont assisté 18 participants de l'Allemagne, de l'Arménie, de Bélarus, du Canada, de la France, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Russie, de la Slovaquie et de la Yougoslavie.

Afin d'accroître son rayonnement, la Commission, conjointement avec les trois réserves de biosphère au Québec, a produit un publiereportage dans le cahier spécial consacré au Sommet. 450 000 cahiers ont ainsi été distribués par les quotidiens *La Presse* et par *Le Soleil* le 11 mai 2002. La Commission a également été représentée par M. Alysouk Lynhiavu, chargé des Affaires publiques, qui a tenu un kiosque promotionnel, proposant aux participants du Sommet les publications de l'UNESCO, celles de la Commission, de l'Association canadienne des réserves de biosphère et de la Fondation TOTAL.

**d) *Espace culturel atlantique : nouvelles orientations pour le patrimoine et les arts, Moncton, du 23 au 26 mai***

Cette Conférence interdisciplinaire organisée en collaboration avec l'Université de Moncton et les Conseils des arts provinciaux de Terre-Neuve et Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, était placée sous le haut patronage de l'UNESCO dans le cadre de l'Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel. Quelque 250 artistes, travailleurs dans les domaines du patrimoine, universitaires et représentants des quatre provinces atlantiques, du Québec, des provinces centrales du Canada, de la Nouvelle-Angleterre et des pays tels que l'Islande, l'Irlande, la Grande-Bretagne et la France, ont assisté à la Conférence.

Les principaux objectifs étaient les suivants : (i) promouvoir dans les provinces atlantiques une image spécifique et novatrice des arts et du patrimoine ; (ii) promouvoir la coopération régionale entre les provinces atlantiques dans le domaine culturel ; (iii) encourager les orientations

stratégiques pour les arts et le patrimoine dans le cadre du développement économique régional, des infrastructures culturelles et parmi les fondations culturelles de la région atlantique ; (iv) créer des réseaux régionaux de la culture pour les artistes, les travailleurs dans les domaines du patrimoine, les présentateurs artistiques, les mécènes et les commanditaires des arts ; et, (v) établir des liens internationaux pour favoriser les échanges culturels et la mise en marché.

**e) La Conférence Destin Québec 2002, le 2 mai**

Destin Québec, organisée par le Lower Canada College, en est à sa 4<sup>e</sup> édition. Quelque 600 étudiants de Montréal, de la Gaspésie et de l'Abitibi ont participé à la Conférence *Construire une société meilleure*. M. Pierre Paradis, député de Brome-Missisquoi à l'Assemblée nationale du Québec, s'est adressé à eux à l'occasion de l'ouverture de l'événement.

Mme Geneviève Talbot, agente intermédiaire de programme, Jeunesse, a animé un atelier sur *les droits humains et la justice sociale*. Elle a également fait une présentation sur les contradictions implicites entre le cadre légal des droits humains et les conséquences des traités économiques signés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

**f) L'apprentissage de l'écrit dans les sociétés éducatives : des analyses de la pluralité, Québec, le 13 mai**

Le Colloque *L'apprentissage de l'écrit dans les sociétés éducatives: des analyses de la pluralité* a été un des événements marquant son 45<sup>e</sup> anniversaire auquel la Commission a apporté son soutien. Ce Colloque a été organisé à l'occasion du Congrès de la Société francophone pour le savoir (ACFAS) qui s'est tenu à Québec. La chargée de programme, Éducation, Mme Diane Laberge, a participé à une table ronde. Le logo de la

Commission figurait sur le programme du Colloque à titre de partenaire de l'événement.

**g) Le droit à l'éducation et la mondialisation : défis et enjeux posés à l'alphabétisation dans la lutte contre les inégalités, Fondation Paul Gérin-Lajoie, Montréal, le 21 mai**

Avec l'appui de la Commission, la Fondation Paul Gérin-Lajoie a obtenu le statut de fondation entretenant des liens officiels avec l'UNESCO.

Un représentant de l'Institut de l'UNESCO pour l'Éducation, M. Jean-Paul Hauteceur, a participé comme conférencier au Colloque sur l'Éducation pour tous *Droit à l'éducation et mondialisation : défis et enjeux posés à l'alphabétisation dans la lutte contre les inégalités*. Ce Colloque faisait suite au Forum mondial pour l'éducation qui s'est tenu à Dakar, en 2000.

**h) Le Symposium Citoyenneté et mondialisation, Vancouver, du 14 au 16 juin**

Au Symposium du Carold Institute sur la *citoyenneté et la mondialisation* présidé par M. Budd Hall, vice-président de la Commission sectorielle, Éducation, quatre thèmes transdisciplinaires ont été abordés : les droits humains, l'environnement, l'économie sociale et le mouvement des femmes. Environ 30 participants, principalement de la société civile, y ont assisté. M. Mathew Zachariah représentait la Commission. Dans le cadre des activités marquant son 45<sup>e</sup> anniversaire, la Commission a apporté son appui financier à l'événement pour la traduction des documents et du rapport final.

**i) Children's Peace Theatre, Toronto, le 20 juillet**

Mme Katherine Berg, conseillère spéciale auprès du secrétaire général, était l'invitée d'honneur du

*Children's Peace Theatre* qui présentait une pièce intitulée *At the Crossroads* dans le cadre de la Décennie internationale des Nations Unies pour une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. Plus de 60 enfants de plusieurs écoles de Toronto y ont pris part. L'un des objectifs du *Children's Peace Theatre* est d'utiliser le théâtre comme un moyen pour les enfants et les adultes d'origines diverses de communiquer entre eux et de développer un sens de la communauté. À partir d'une confrontation possible entre quatre communautés aux différences évidentes, les enfants ont mis en valeur des situations conflictuelles avant de les résoudre de façon pacifique.

**j) « Read Me A Story Toronto », du 21 juillet au 9 août**

*Read Me A Story* a servi de vitrine aux 1 200 livres pour la jeunesse provenant de 120 pays. Cet événement organisé au BCE Place de Toronto, du 21 juillet au 9 août, coïncidait avec les Journées mondiales de la jeunesse qui réunissaient alors plus de 300 000 jeunes représentants de tous les pays du monde. Cette exposition, proposée par Soka Gakkai International Canada dans le cadre de la Décennie internationale des Nations Unies pour une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, se voulait un encouragement à l'éducation aux droits humains et au respect de la diversité culturelle à travers la littérature.

L'UNICEF (Ontario), l'Association canadienne pour les Nations Unies, le Prime Mentors of Canada et la Commission ont participé financièrement à cet événement. Le secrétaire général a pris la parole devant quelque 800 personnes à la cérémonie d'ouverture. La Commission avait également un kiosque durant les trois premiers jours de l'événement ce qui lui a permis de promouvoir l'UNESCO et la Commission auprès d'un public nouveau.

**k) La Conférence mondiale des peuples indigènes sur l'éducation, Morley, Alberta, du 4 au 10 août**

La 6<sup>e</sup> Conférence mondiale des peuples indigènes sur l'éducation (CMPAE) s'est tenue à Morley, en Alberta, sur le thème *Les réponses sont en nous*. L'événement était organisé par le *First Nations Adult and Higher Education Consortium (FNAHEC)*, une organisation représentant les institutions autochtones postsecondaires de l'Ouest canadien.

La Conférence se voulait une célébration du partage, mettant en valeur les initiatives autochtones pour le maintien et la perpétuation du développement positif de leurs communautés. L'événement a attiré plus de 2 500 participants de 24 pays dont l'Australie, le Bangladesh, l'Iran, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. À cette occasion, une nouvelle organisation a vu le jour. Il s'agit du *World Indigenous Nations Higher Education Consortium (WINHEC)*. Les membres du Consortium se sont engagés à établir des partenariats qui leur permettront de poursuivre des objectifs communs par l'éducation supérieure.

La Commission a contribué à l'événement en faisant paraître un message dans le programme de la Conférence. M. Mathias Bizimana, chargé de programme, Culture et patrimoine mondial, la représentait.

**l) Galerie de l'UNESCO des Aînés autochtones, le précipice à bisons Head-Smashed-In, Alberta, le 9 août**

Le précipice à bisons Head-Smashed-In est le plus vaste, le plus ancien et le mieux préservé des sites. Il a été désigné « site historique provincial » par le gouvernement de l'Alberta, de même que « site du patrimoine mondial » par l'UNESCO, en 1987. Il a accueilli depuis plus d'un million de visiteurs.

En 2002, le Centre d'interprétation a élaboré un projet en vue de créer la *Galerie des Aînés autochtones* afin de reconnaître la sagesse des

aînés et de promouvoir auprès des visiteurs le rôle et l'importance des aînés chez les peuples autochtones. En réponse à la lettre de la Commission adressée au ministre albertain du Développement des communautés lui demandant d'identifier des activités pour célébrer l'Année internationale du patrimoine culturel (2002), le Centre d'interprétation a proposé de désigner sa nouvelle galerie, *Galerie de l'UNESCO des Aînés autochtones*. Des ententes ont été prises pour que le logo de l'UNESCO figure sur la signalisation, assurant ainsi au site une collaboration durable avec l'Organisation.

La *Galerie de l'UNESCO des Aînés autochtones* a été inaugurée le 9 août dans le cadre de la Journée internationale des peuples autochtones. L'événement a été célébrée par les bandes des Blood, des Peigan et des Blackfoot. M. Max Wyman a représenté la Commission aux cérémonies officielles.

**m) « Kids Can Free the Children, » Toronto, du 7 au 17 août**

*Kids Can Free the Children* (KCFTC) a été fondé en 1996 par Craig Kielburger alors âgé de 12 ans. Depuis, KCFTC est devenu le plus grand réseau de jeunes au service d'autres jeunes dans le monde. Il y a actuellement plus de 100 000 jeunes dans 35 pays engagés dans cette activité. Les fonds amassés par les jeunes membres de KCFTC ont permis de construire plus de 300 écoles primaires dans des pays en voie de développement.

Le 10 août, le président de la Commission, M. Max Wyman, a expliqué le travail de l'UNESCO et de la Commission à environ 1 000 jeunes présents à la Conférence. Mme Lillian Allen, membre du Comité exécutif, et M. Paul Norman Villegas ont organisé et animé un atelier de deux heures sur la diversité culturelle.

**n) *Grandir dans les villes, Ottawa, du 22 au 24 août***

Selon le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, environ 50% de la population mondiale vit présentement dans les villes. Ce pourcentage s'élèvera à 60% d'ici 2020 avec la croissance urbaine fulgurante que l'on connaît dans les pays en voie de développement.

Le projet de l'UNESCO, *Grandir dans les villes*, fait partie du programme MOST (Gestion des transformations sociales) qui inclut les propositions des jeunes pour le développement urbain. En août, la Commission a organisé l'atelier *Bâtir des villes meilleures avec les enfants et les jeunes* qui s'est tenu à Ottawa. L'Atelier a réuni 25 jeunes de Toronto, de Winnipeg, d'Ottawa, de Gatineau, de Fredericton et de Campbellton, et des chercheurs de l'Université Carleton, de l'Université Laval, du Centre de recherches en développement international et des représentants des ministères du Développement des ressources humaines du Canada, du Patrimoine canadien, et de Citoyenneté et Immigration Canada, qui travaillent sur les questions relatives à la participation des jeunes.

L'atelier a abordé notamment des questions sur ce qui fait qu'une ville est un endroit où il fait bon vivre pour les jeunes ? Si l'engagement des jeunes est pris en considération lors de l'évaluation de la communauté ? Quelles sont les tendances relatives à l'engagement des jeunes au Canada ? Quelles sont les caractéristiques des projets visant la participation des jeunes et qui obtiennent du succès ? Un Rapport d'atelier a été préparé et sera diffusé dans le site web du projet Metropolis.

**o) Symposium international d'art contemporain, Baie Saint-Paul, du 2 août au 2 septembre**

La stratégie voulant que la Commission étende ses activités au-delà des grands centres urbains l'a amenée à participer au 20<sup>e</sup> Symposium international d'art contemporain organisé par le Centre d'art de Baie Saint-Paul. Des artistes du Québec, du Canada et d'Europe y ont participé. M. Mathias Bizimana, chargé de programme, Culture et patrimoine mondial, a profité de l'occasion pour faire une présentation des activités de la Commission et de l'UNESCO dans le domaine de la culture, dans le cadre de l'Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel.

**p) La mondialisation : quels enjeux pour les universités ?, Québec, du 18 au 21 septembre**

Le Colloque *La mondialisation : quels enjeux pour les universités ?* a été organisé dans le cadre du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Université Laval. Cet événement, qui réunissait principalement les recteurs d'universités, était placé sous le haut patronage de l'UNESCO, de l'Association internationale des universités, de la Banque mondiale et de l'OCDE. Le président sortant de la Commission, M. Michel Agnaïeff, a présidé le panel sur *La mondialisation et les universités : qui sont les joueurs ?* Mme Arpi Hamalian, présidente de la Commission sectorielle, Éducation, y a également participé. Plusieurs des thèmes abordés s'inspiraient du document d'animation produit par la Commission *Rénover ensemble l'enseignement supérieur* qui a d'ailleurs été distribué aux participants du Colloque.

**q) Les Audiences internationales sur le droit à l'apprentissage, Montréal, le 19 septembre**

Dans le cadre de son 45<sup>e</sup> anniversaire, la Commission a apporté son soutien aux *Audiences*

*internationales sur le droit à l'apprentissage* qui se sont tenues lors de la rencontre du Conseil international d'Éducation des adultes (CIEA). La rencontre consistait en une simulation d'un tribunal international, présidé par M. Pierre Marois, de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec. Toutes les régions du monde pouvaient faire entendre leurs arguments sur les situations où le droit à l'éducation est nié. La Commission canadienne y était représentée par Mme Anyle Côté, agente intermédiaire de programme, Éducation.

**r) Forum mondial Montréal 2002 Drogues et dépendances: enjeux pour la société, Montréal, du 23 au 27 septembre**

Le Forum mondial a donné l'occasion de réunir tous les individus concernés ou affectés par les drogues et les dépendances, y compris l'alcool, le tabac, le jeu compulsif de même que les drogues illégales. Le Forum a permis d'évaluer les conséquences humaines, sociales et économiques des drogues et des dépendances, et de partager de l'information et des idées sur les approches les plus prometteuses en ce qui concerne la prévention, le traitement et la réhabilitation.

Mme Michèle S. Jean, vice-présidente de la Commission, Mme Elisabeth Barot, chargée de programme, Sciences sociales et humaines, et Mme Geneviève Talbot, agente intermédiaire de programme, Jeunesse, ont animé un atelier visant à promouvoir les travaux de l'UNESCO et ceux de nos partenaires sur l'éducation préventive; d'autres questions ont également été soulevées notamment sur le SIDA et autres maladies transmissibles.

Le Forum a attiré plusieurs partenaires internationaux du Système des Nations Unies dont l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Au Canada, la Commission a collaboré avec l'Association

canadienne pour les Nations Unies, la Fédération des municipalités canadiennes et le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies (CCLAT).

**s) ICOMOS Canada, Montréal,  
le 28 septembre, et Ottawa,  
le 31 octobre, le 1 au 2 novembre**

Le Conseil international des Monuments et des Sites (ICOMOS) est une organisation non-gouvernementale qui se dévoue pleinement à la conservation du patrimoine culturel, et des monuments et des sites historiques du monde. En tant que conseiller de l'UNESCO, l'ICOMOS contribue à la promotion de pratiques exemplaires de conservation par le partage du savoir et de l'expertise, et par la préservation et la promotion des ressources patrimoniales. L'ICOMOS a un réseau de Comités nationaux dans plus de 100 pays, de même que des Comités scientifiques internationaux.

À l'invitation du Comité francophone d'ICOMOS Canada, M. Mathias Bizimana, chargé de programme, Culture et patrimoine mondial, a pris part à une journée de réflexion sur le thème *Itinéraires culturels, chemins de mémoire*, journée organisée par le Musée de la Pointe-à-Callière. Des discussions ont eu lieu sur les itinéraires culturels au Canada, l'emphase étant mise sur le *Underground Railroad*, le chemin de fer clandestin emprunté par les Noirs fuyant l'esclavage dans le Sud des États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, sur le Canal Rideau et sur le Chilkoot Trail. Ces routes culturelles forment une partie du réseau de sites historiques nationaux qui ont façonné le développement et l'histoire du Canada. La journée s'est achevée par la tenue d'une réunion au cours de laquelle on a passé en revue les activités nationales et internationales de l'Organisation. Les participants ont également été informés que la ville de Québec serait l'hôte, en 2008, de la Conférence d'ICOMOS International.

L'Assemblée générale annuelle d'ICOMOS Canada a eu lieu à Ottawa, le 31 octobre, les 1 et 2 novembre, sur le thème *Chemins et cheminements: les itinéraires, un patrimoine à redécouvrir*. Le secrétaire général, qui a pris la parole à l'ouverture, a fait mention des routes de l'UNESCO et de la collaboration de l'Organisation avec ICOMOS dans la préservation du patrimoine. La Commission était également l'un des partenaires de l'Assemblée générale.

**t) Le patrimoine et les médias, Québec,  
du 9 au 11 octobre**

La ville de Québec a accueilli le Colloque international *Le patrimoine et les médias* organisé par la Chaire UNESCO en patrimoine culturel et l'Institut sur le patrimoine culturel de l'Université Laval. La Commission y était représentée par M. François-Pierre Le Scouarnec, président de la Commission sectorielle, Culture, Communication et Information, par M. Mathias Bizimana, chargé de programme, Culture et patrimoine mondial, ainsi que par le secrétaire général. Le Colloque a exploré le rôle du patrimoine dans les médias, l'utilisation du patrimoine par les médias et le processus de création d'une mémoire collective à travers les médias.

La deuxième journée du Colloque avait été désignée *Journée de l'UNESCO*, placée sous la présidence d'honneur du secrétaire général. Ceci a permis de faire la promotion aussi bien des travaux de l'UNESCO relatifs à la conservation du patrimoine que du 45<sup>e</sup> anniversaire de la Commission.

**u) L'accessibilité des adultes à l'université :  
des pratiques exemplaires, Association  
canadienne d'éducation des adultes des  
universités de langue française, Montréal,  
17 au 18 Octobre**

Le 45<sup>e</sup> anniversaire de la Commission a été souligné au Colloque de l'Association canadienne

d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF). Ce Colloque a abordé la question de l'éducation des adultes dans la perspective de l'accès aux universités. On y a également souligné d'autres anniversaires, dont le 20<sup>e</sup> de la publication du Rapport de la Commission Jean présidée par Mme Michèle S. Jean, de même que celui de la Télé-Université qui célébrait également ses 20 années d'existence.

**v) Fédération culturelle canadienne-française – Déjeuner-conférence sur la diversité culturelle, Moncton, 9 novembre**

L'année 2002 marquait le 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) qui représente les arts et la culture francophones à travers le Canada. Au cours de l'année, la FCCF a organisé des activités pour célébrer cet anniversaire dans les différentes régions du pays. L'activité de clôture s'est déroulée à Moncton, le 9 novembre, avec la Franco-Fête, un festival culturel francophone multidisciplinaire, et un déjeuner-conférence sur le thème de la diversité culturelle et des ententes de commerce internationales intitulé *Nos films, nos livres et nos disques sont-ils menacés par la mondialisation ?* Les conférenciers invités étaient la sénatrice Mme Viola Léger et M. Robert Pilon, premier vice-président de la Coalition pour la diversité culturelle.

La Commission était l'un des partenaires de l'événement qui a grandement contribué aux objectifs de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle, adoptée en 2001 par la 31<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO. La Commission a apporté son soutien financier au déjeuner-conférence qui a réuni 160 personnes. Un message du secrétaire général a été publié dans le programme de la Conférence. Mme Katherine Berg, conseillère spéciale auprès du secrétaire général, y a représenté la Commission.

**w) Le Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau, Duchesnay, du 18 au 22 novembre**

À la demande du Secrétariat international de l'eau, la Commission a apporté son appui au *Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau* qui s'est tenu en novembre, à la Station écotouristique de Duchesnay, près de Québec.

*Le Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau* était une initiative du Secrétariat international de l'eau et de ses réseaux affiliés, et a été présenté dans le cadre de l'Année internationale de l'eau douce (2003). Cet événement a été organisé avec le soutien de l'UNICEF, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, de l'Agence canadienne de développement international, du Gouvernement du Québec et de la Ville de Québec. Les résultats de cette rencontre seront intégrés aux travaux de la *World Assembly of Water Wisdom*, qu'on s'appête à organiser lors du 3<sup>e</sup> Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu à Kyoto, au Japon, en mars 2003.

**x) La Société royale du Canada – Dépendances : impact sur le Canada, Ottawa, le 23 novembre**

La Commission était l'un des partenaires du Symposium organisé par la Société royale du Canada, *Dépendances : impact sur le Canada*. Ce Symposium a donné la parole aux universitaires, aux chercheurs, aux représentants gouvernementaux et aux médecins qui ont abordé les questions touchant au jeu compulsif, l'alcool, le tabac et les drogues. Des sessions ont eu lieu également sur des sujets tels que les recherches sur les dépendances, la prévention et les moyens de contrer la publicité faite autour de la dépendance.

### III – LES JOURNÉES ET LES SEMAINES MONDIALES/INTERNATIONALES

#### a) *La Journée mondiale de la poésie de l'UNESCO (21 mars)*

La *Journée mondiale de la poésie de l'UNESCO* vise à promouvoir la diversité linguistique par l'expression poétique et offre l'occasion pour les langues en péril de se faire entendre. Elle est aussi une occasion de se rappeler l'importance des traditions orales, de reconnaître le travail des éditeurs qui assurent la diffusion de la poésie, et celui des enseignants qui incitent les jeunes à apprécier la littérature et la lecture.

Cette année, l'Union européenne, sous la présidence de l'Espagne, a participé à la célébration de la Journée en présentant *Voix du passé et du présent*. Des poèmes, sélectionnés par chacun des 15 États membres de l'Union européenne et du Canada, ont été lus en douze langues différentes.

Outre la Commission, les partenaires de cet événement étaient le ministère du Patrimoine canadien, le Conseil des Arts du Canada, la Bibliothèque nationale du Canada, la Présidence et les missions des États membres de l'Union européenne, le Festival international des écrivains à Ottawa et le Trust Griffin pour l'excellence en poésie. M. Scott Griffin était d'ailleurs présent à la Bibliothèque nationale du Canada pour annoncer la liste finale des Prix Griffin pour l'année en cours. Pour faire suite à un entretien qu'il a eu avec le secrétaire général, M. Griffin a décidé d'accorder à la Commission les royautés provenant d'une anthologie de poésie publiée par la maison d'édition *The House of Anansi Press*, pour promouvoir la Journée mondiale de la poésie de l'UNESCO au Canada.

#### b) *La Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai)*

La *Journée mondiale de la liberté de la presse* a été célébrée cette année par une remise de prix lors

d'un déjeuner qui a eu lieu au Cercle national des journalistes, à Ottawa. M. Kenneth Roth, directeur de *Human Rights Watch* de New York, en était le conférencier invité. Il a profité de l'occasion pour soulever la question de l'autocensure à la suite des événements du 11 septembre. L'honorable Susan Whelan, ministre de la Coopération internationale, a présenté le *Prix de la liberté de presse du Cercle national des journalistes* à M. Haroon Siddiqui, du *Toronto Star*, pour son opposition franche à la politique éditoriale imposée aux journaux appartenant au groupe CanWest Global Communications. Plus de 500 dessins éditoriaux ont été soumis par une quarantaine de pays pour le *Prix du dessin éditorial du Cercle des journalistes*. Le prix a été accordé in absentia à M. Yuriy Ochakovsky, d'Israël. La Commission a également remis des certificats aux récipiendaires. La Journée mondiale de la liberté de la presse a reçu une excellente couverture médiatique cette année.

L'activité était co-parrainée par la Commission, Air Canada, l'ACDI, l'Association canadienne des journaux, Global News, l'Ottawa Citizen et l'Association des brasseurs du Canada.

#### c) *La Semaine internationale des apprenants adultes, du 8 au 14 septembre*

Sous la conduite de la Commission, la Semaine internationale des apprenants adultes a été célébrée cette année pour la première fois au Canada. Ce faisant, le Canada s'est joint au mouvement international amorcé par environ 40 pays qui soulignent déjà la Semaine internationale et l'apprentissage tout au long de la vie.

Un Cadre d'action pour la célébration de cette Semaine au Canada a été élaboré par la Commission, en partenariat avec les membres du Comité canadien de suivi du Groupe de travail canadien de la 5<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'éducation des adultes, qui comprend le Conseil des ministres de l'éducation, le ministère du Développement des ressources humaines du Canada (DRHC), le Secrétariat national de

l'alphabétisation, les gouvernements provinciaux et des organisations nongouvernementales. Le Cadre d'action a proposé trois orientations : 1) une action conjointe et la mobilisation des partenaires gouvernementaux et nongouvernementaux ; 2) l'organisation d'événements publics ; et, 3) la distribution de trousse d'information aux réseaux intéressés à organiser des activités.

La Commission a préparé une trousse donnant l'historique de la Semaine des apprenants adultes, des statistiques, des témoignages d'étudiants adultes et une déclaration en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie. 25 000 copies de la trousse ont été distribuées aux ministères des gouvernements fédéral et provinciaux, aux organisations nongouvernementales et aux individus oeuvrant dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes. La trousse et le matériel pertinent sont disponibles sur un site spécialement créé pour l'occasion : [www.apprentissageadulte.unesco.ca](http://www.apprentissageadulte.unesco.ca). Le site a reçu 3 000 visiteurs durant le premier mois d'opération seulement.

Le lancement officiel de la Semaine s'est déroulé au Musée canadien des civilisations, à Gatineau (Hull), le 5 septembre. Des œuvres d'art avaient été exécutées pour l'occasion. Au programme du lancement, il y a eu la danse, la lecture de poèmes de/par Lillian Allen et les entrevues accordées par Michèle S. Jean, Paul Bélanger et par Lenore Burton du DRHC. Un forum de discussion sur l'éducation des adultes a été présidé par Mme Michaëlle Jean, journaliste-présentatrice, Le Téléjournal/Le Point de la Société Radio-Canada, et Dennis Trudeau, présentateur de Canada Now, de la CBC Television, le tout retransmis simultanément sur le site web.

**d) La Journée mondiale des enseignants  
(5 octobre)**

Dans le cadre de la *Journée mondiale des enseignants*, la Commission a réaffirmé son soutien à une éducation de qualité pour les enseignants en plaçant une publicité dans le cahier spécial

consacré à cette Journée par le quotidien *Le Devoir*, le 5 octobre.

**e) La Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement  
(10 novembre)**

Proclamée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2001, la *Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement* a été célébrée pour la toute première fois en 2002, et ce, afin de promouvoir la Déclaration sur la science et l'utilisation du savoir scientifique et de répondre aux objectifs qu'elle poursuit. La Journée fait également suite aux recommandations de l'Ordre du jour de la science : un cadre d'action de la Conférence mondiale sur la science (Budapest 1999), organisée par l'UNESCO et le Conseil international des Unions scientifiques.

L'objectif de la Journée est d'inciter chaque pays à renouveler son engagement à mettre la science au service de la paix et du développement, aussi bien sur son territoire qu'ailleurs dans le monde, et à l'utiliser de manière responsable au bénéfice de la société. La Journée entend également sensibiliser le public sur l'importance de la science dans la vie de tous les jours et cherche à combler le fossé qui existe entre la science et la société.

La Journée a été célébrée pour la première fois le 10 novembre 2002. Le secrétaire général en a profité pour adresser une lettre à tous les ministres fédéraux et provinciaux responsables de la science afin de les inviter à promouvoir aussi bien la Journée mais également l'utilisation de la science à des fins pacifiques.

**f) L'Année internationale de l'eau douce  
(2003)**

La planification de l'Année internationale de l'eau douce (2003) a débuté en 2002. L'UNESCO ayant été désignée l'agence responsable de cette Année, il a été convenu que la Commission coordonnerait

la contribution du Canada ainsi que sa participation au 3<sup>e</sup> Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu du 17 au 22 mars 2003, à Kyoto, au Japon. La Commission coordonnera plus précisément la participation canadienne au Forum Jeunesse et aux sessions consacrées à l'eau et à la diversité culturelle.

La Commission collaborera notamment avec l'Agence canadienne de développement international, le Secrétariat international de l'eau, la Biosphère de Montréal à la promotion de l'Année auprès des gouvernements fédéral et provinciaux, de la communauté scientifique (associations professionnelles et universités), des agences provinciales comme Hydro-Ontario, auprès de la société civile, des communautés autochtones et des organisations Jeunesse. Tous seront encouragés à lui transmettre les informations sur leurs activités afin que la Commission puisse les recenser et en faire l'objet d'une publication.

Le Comité canadien du Programme hydrologique international de l'UNESCO (PHI) participera à la préparation de la brochure canadienne. La Biosphère de Montréal fournira, quant à elle, le matériel visuel.

## IV – LES PRIX UNESCO

### **a) *Le Prix de l'Association internationale pour la lecture – Base de données en alphabétisation des adultes***

Les prix d'alphabétisation de l'UNESCO récompensent le travail exceptionnel mené par des organismes dans la lutte contre l'alphabétisme. Ils viennent également récompenser le travail des hommes et femmes qui enseignent la lecture et l'écriture, souvent dans des conditions déplorable. Cette année, une Mention honorable a été attribuée à la *Base de données en alphabétisation des adultes (BDAA)* à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre. La BDAA – dont la candidature était appuyée par la Commission – a été choisie par un jury international indépendant pour sa production de matériel de grande qualité accessible en ligne. En rendant disponible l'information ayant trait à la programmation, aux services, aux événements, aux récompenses, et plus important encore, aux ressources qui peuvent favoriser l'avancement de l'apprentissage, la BDAA procure des données facilement accessibles aux Canadiens et au monde entier. Le site web de la BDAA se trouve à l'adresse suivante : [www.nald.ca](http://www.nald.ca).

Le prix a été remis à la BDAA par la sénatrice Joyce Fairbairn et le secrétaire général au National Workshop on Best Practices in Literacy, à Toronto. La cérémonie était organisée par le Conference Board of Canada, le Secrétariat national à l'alphabétisation et le ministère du Développement des ressources humaines.

### **b) *Le Prix UNESCO–Madanjeet Singh pour la tolérance et la non-violence – « Kids Can Free the Children »***

En octobre, l'annonce a été faite que *Kids Can Free the Children* et M. Craig Kielburger dont les candidatures étaient appuyées par la Commission – avaient reçu une Mention honorable pour le prix UNESCO–Madanjeet Singh pour la tolérance et

la non-violence, pour l'année 2002. Le prix est attribué tous les deux ans à un individu ou une institution pour sa contribution exceptionnelle à la promotion de la tolérance dans les arts, l'éducation, la culture, la science et la communication.

*Kids Can Free the Children* a reçu une Mention honorable pour ses activités qui font la promotion de la paix et qui offrent aux enfants du monde entier la possibilité de développer les capacités nécessaires pour devenir des défenseurs de la tolérance et de la non-violence.

## V – LES RÉSERVES DE BIOSPHÈRE

### *Projet de réserve de biosphère Thousand Islands – Frontenac Arch*

La Commission a été informée en octobre que le Comité consultatif sur les Réserves de biosphère avait recommandé que la nomination de *Thousand Islands – Frontenac Arch* comme réserve de biosphère soit approuvée. Le Comité recommandait également que les autorités canadiennes en étendent la superficie afin d'inclure le *Parc provincial Frontenac* qui se trouve à proximité. La réserve de biosphère tire son nom de la formation géologique particulière et des îles où le lac Ontario se déverse dans le fleuve Saint-Laurent.

Le Bureau du Conseil international de coordination du programme MAB International a approuvé la recommandation du Comité consultatif en novembre, faisant de la réserve de biosphère *Thousand Islands-Frontenac Arch* la douzième réserve au Canada. Le réseau mondial des réserves de biosphère comprend maintenant 425 sites dans 95 pays. (*Une liste complète des réserves de biosphère au Canada figure à l'annexe IV*).

## **VI – LE PROJET DES ÉCOLES ASSOCIÉES AU CANADA**

Le Réseau canadien des écoles associées est en pleine expansion. Il existe à l'heure actuelle 10 écoles associées au Manitoba et une en Alberta. Québec procède actuellement à l'identification de 10 écoles et d'autres provinces, plus particulièrement dans les Maritimes, se préparent à joindre le Réseau. Pour la phase initiale du projet, il a été convenu que le nombre d'écoles par province serait limité à 10.

Le coordonnateur national du Réseau, M. Alysouk Lynhiavu, et la coordonnatrice de l'Alberta, Mme Vicki Mather, ont tous deux été actifs tant au Canada qu'à l'étranger. Ils ont participé à la Conférence du Réseau, organisée par la Commission nationale de Norvège, à Oslo, qui a accueilli quelque 50 représentants de 39 pays de la région Europe. Cette Conférence a été l'occasion d'en apprendre sur les échecs et les réussites des autres coordonnateurs nationaux. La prochaine rencontre internationale du Réseau mondial coïncidera avec le 50<sup>e</sup> anniversaire du Réseau et se déroulera en Nouvelle-Zélande, en août 2003.

Après la conférence d'Oslo, M. Lynhiavu et Mme Mather ont assisté à une rencontre des directeurs et des enseignants des 10 écoles associées du Manitoba, à Winnipeg. La rencontre avait été organisée par le ministère de l'Éducation du Manitoba. Les participants ont évalué plusieurs modèles, et plus spécifiquement le modèle allemand qui pourrait éventuellement servir à l'implantation du Réseau canadien. Les discussions ont également porté sur les mécanismes de financement, particulièrement pour soutenir la coordination nationale, et sur le développement d'outils qui favoriseront un meilleur partage de l'information.

Une deuxième rencontre, toujours à Winnipeg, a réuni huit personnes de l'Alberta, du Manitoba, du Québec, de l'Allemagne et de la Commission. À la lumière des expériences de la coordonnatrice

nationale du Réseau allemand, Mme Eva-Maria Hartmann, le groupe a abordé plusieurs questions ayant trait au financement, au choix des écoles, à la coordination nationale, aux structures organisationnelles, aux partenariats, aux communications, à la possibilité de développer un thème national rassembleur et à la possibilité le Canada soit l'hôte de la Conférence des coordonnateurs nationaux des Réseaux de la région Europe, en 2006. Le groupe a proposé que les recommandations soient discutées lors de la prochaine réunion du Comité national et que des décisions soient prises concernant le projet-pilote de trois ans, la structure du Réseau et le thème national.

M. Lynhiavu a également participé à la Conférence sur le développement durable qui a eu lieu à Jackson Hole, au Wyoming. La Conférence était organisée par Interconnections 21 et ASPnet/USA. Les 50 participants, incluant des délégués de sept pays, ont abordé tous les aspects du développement durable en éducation. Le groupe a fait une série de recommandations qui seront présentées à l'UNESCO, et partagées avec les autres Commissions nationales de la région Europe.

## VII – LE PATRONAGE DE L’UNESCO

Le patronage de l’UNESCO permet aux organisations d’utiliser le nom et le logo de l’UNESCO dans le cadre d’un événement spécifique. La Commission en fait la demande à l’UNESCO, au nom des organisateurs, en autant que les objectifs poursuivis par l’événement correspondent aux objectifs et aux valeurs de l’UNESCO, et qu’ils en fassent la promotion. Le patronage est strictement symbolique. Il n’implique aucune contribution financière de la part de l’UNESCO. Il contribue, par contre, au rayonnement de l’UNESCO et donne à l’événement auquel le patronage est accordé, le prestige d’y voir l’Organisation internationale s’y associer.

### a) *Espace culturel atlantique : nouvelles orientations pour le patrimoine et les arts, Moncton, du 23 au 26 mai*

Cette conférence interdisciplinaire régionale sur le patrimoine et les arts a été organisée par le Conseil des arts du Nouveau-Brunswick en collaboration avec l’Université de Moncton, les conseils des arts de Terre-Neuve et Labrador, de la Nouvelle-Écosse et de l’Île-du-Prince-Édouard. En accordant son patronage à l’événement, le Directeur général de l’UNESCO a souligné le fait que cette initiative, visant à développer des orientations stratégiques pour l’art et la culture dans les provinces atlantiques du Canada, répondait aux objectifs de l’Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel, de même qu’à ceux poursuivis par l’UNESCO en ce qui concerne l’élargissement des réseaux culturels et la promotion du dialogue interculturel. Il a exprimé l’espoir que le soutien de l’UNESCO puisse favoriser une meilleure compréhension entre les différentes cultures.

### b) *Le III<sup>e</sup> Congrès mondial des réseaux citoyens de l’ère numérique*

Ce congrès mondial a réuni des réseaux des secteurs public et privé désireux de participer activement à la société de l’information. La réunion

était planifiée en préparation au Sommet mondial sur la société de l’information et fournissait une plate-forme à la participation de la société civile.

Les réseaux de citoyens sont l’expression de la volonté des communautés et des organisations citoyennes d’être des acteurs à part entière dans la société de l’information. La participation accrue des citoyens sur des questions d’ordre social, économique et culturel qui les affectent font d’eux des partenaires-clés et des agents de changement de l’ère numérique.

### c) *Le Choc des civilisations*

*Le Choc des civilisations* comprenait deux séminaires internationaux organisés à Rabat, en juin 2002, et à Durban, en 2003, par le Groupe d’études politiques sur l’Afrique du Nord contemporaine (GEPANC). L’événement coïncidait avec la tenue du Congrès mondial de l’Association internationale des sciences politiques. La présidente du GEPANC, Mme Lise Garon, est professeure au Département d’information et de communication de l’Université Laval.

Les séminaires avaient pour objectif d’examiner et de développer des solutions alternatives aux hypothèses émises lors du *Choc des civilisations* et de les inscrire à l’Ordre du jour de la science; de renforcer les liens entre les diverses communautés linguistiques poursuivant les mêmes objectifs; et, de favoriser la participation des chercheurs du monde arabo-musulman aux activités et aux structures de l’Association internationale des sciences politiques.

### d) *La Conférence nationale sur l’expression artistique autochtone*

Organisée par le ministère du Patrimoine canadien dans le cadre de l’Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel et de la Décennie internationale des populations autochtones, la *Conférence nationale sur l’expression artistique autochtone* avait reçu le patronage de l’UNESCO.

L'objectif de la Conférence était de sensibiliser davantage les principaux décideurs à la question de l'expression artistique autochtone et de jeter les bases d'un changement institutionnel. Environ 200 participants de la communauté autochtone, du secteur privé, des ministères fédéraux, des artistes autochtones, des producteurs, distributeurs et diffuseurs autochtones, des grands diffuseurs culturels nationaux, des institutions de formation et d'autres grandes institutions fédérales, ont participé à la conférence.

**e) 9e Conférence internationale de l'Association des centres de recherche sur l'utilisation urbaine du sous-sol (ACUUS)**

Depuis 1983, huit conférences internationales sur les espaces et les travaux souterrains ont été organisées successivement à Sydney, Minneapolis, Shanghai, Tokyo, Delft, Paris, Montréal and Xi'an. Elles ont réuni les décideurs, les spécialistes et les chercheurs du monde entier, tous intéressés par les diverses facettes du sous-sol urbain.

Les organisateurs de la 9e Conférence internationale de Turin étaient la Politecnico de Torino et le Secrétariat du bureau de direction de l'ACUUS dont le siège est à Montréal. Les thématiques abordées étaient notamment la sécurité des utilisateurs et les critères de qualité des espaces souterrains, la planification des villes et le développement du sous-sol, les infrastructures souterraines dans les zones urbaines, le patrimoine physique et le patrimoine culturel du sous-sol urbain et, l'éducation et la formation des professionnels.

**f) Le Vooruit au Québec**

Le Kunstencentrum Vooruit de Gand, en Belgique, et L'Agora de la Danse de Montréal ont organisé le Colloque *Vooruit au Québec* pour célébrer dix années de coopération et pour mettre en valeur la diversité des publics visés, des artistes, des partenaires et des champs culturels et artistiques.

Au moment où nombre d'observateurs de la communauté internationale se questionnent sur les avantages et les limites de la mondialisation, surtout dans ses relations avec les identités culturelles plurielles qui composent l'humanité, l'ensemble du monde culturel, plus soucieux du danger potentiel de l'uniformisation des cultures, milite en faveur d'un monde pluraliste qui soit le reflet d'un véritable dialogue interculturel et du respect de la diversité. Le Colloque a constitué une occasion de rencontre et de dialogue interculturel.

**g) La Ville de Montréal**

La Ville de Montréal a reçu le patronage de l'UNESCO pour une série de projets culturels et scientifiques organisés dans le cadre de l'Année internationale de la montagne et de l'Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel. Les initiatives ont abondé en thématiques riches et diversifiées et ont offert d'énormes possibilités quant à la créativité.

La Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des communications, le Secrétariat à la Biodiversité, les consulats généraux du Brésil, de Grèce, du Japon et, pour le volet scientifique (projections de documentaires, débats et conférences), l'Université Concordia, l'Université du Québec à Montréal et la Cinémathèque québécoise s'y sont associés.

**h) Le Forum du citoyen sur la sécurité, la prévention de la violence et la résolution pacifique de conflits**

Le Forum visait à mettre de l'avant une approche axée sur un échange optimal entre les milieux professionnels, communautaires et les citoyens sur les diverses formes de violence présentes dans la société. L'objectif du projet est de promouvoir la non-violence et la résolution pacifique de conflits.

Les principaux objectifs du Forum étaient de faire la promotion des ressources du milieu et du type d'intervention utilisé auprès de la

population montréalaise, de favoriser l'échange et la concertation entre les ressources du milieu et le public, d'amener les citoyens à s'impliquer activement au sein de leur collectivité et de créer un dialogue entre les ressources du milieu et les citoyens.

**i) La 3<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'échantillonnage d'ADN**

La 3<sup>e</sup> Conférence internationale sur l'échantillonnage d'ADN a été organisée par l'Université de Montréal et co-présidée par le prof. Bartha Maria Knoppers de l'Université de Montréal, et par le prof. Timothy A. Caulfield de l'Université de l'Alberta. La Conférence a été l'occasion de promouvoir la collaboration internationale et de stimuler la participation d'un large secteur d'activité en rassemblant des chercheurs, des experts en éthique, des avocats, des médecins et des groupes communautaires.

La Conférence a abordé des sujets divers tels l'échantillonnage d'ADN dans les populations et les communautés, les bases de données publiques et privées et l'utilisation de l'information qu'elles contiennent, des brevets et de la commercialisation du génome humain, de même que l'usage discriminatoire des informations génétiques.

**j) « Kids Can Free the Children »**

*Kids Can Free the Children* a reçu le patronage de l'UNESCO pour leur projet *Jeunes ambassadeurs pour la paix* qui vise à créer un réseau de « jeunes à jeunes » comme élément clé d'une stratégie pour mettre fin au ciblage des enfants dans les situations de conflits armés. L'hypothèse sous-jacente étant que les enfants et les jeunes sont de meilleurs porte-parole pour leurs pairs et que la jeunesse est en mesure de jouer un rôle significatif dans l'édification de la paix.

Le projet inclut un site web qui forme et informe les jeunes du monde entier sur les défis qui les

guettent, et qui leur donne l'occasion d'échanger les idées en vue de briser le cycle des conflits intergénérationnels. *Kids Can Free the Children* voit l'éducation comme la clé de l'enseignement de la paix et considère ce projet comme une contribution majeure à l'Éducation pour tous.



## 'avenir

L'année qui commence s'annonce très active pour la Commission. Les principales activités qui se tiendront au Canada, sont liées à des célébrations comme notamment :

- l'Année internationale de l'eau douce ; et
- la Semaine internationale des apprenants adultes, encore une fois, en coopération avec nos nombreux partenaires à travers le Canada.

La Commission jouera également un rôle actif en vue d'événements internationaux majeurs tels que :

- la 32<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO, en même temps que l'élection du Canada à titre de membre de Comités intergouvernementaux ;
- le Sommet mondial sur la société de l'information ; et
- l'élaboration d'un instrument international pour la Sauvegarde du patrimoine immatériel.

Enfin, la Commission concentrera ses efforts sur les initiatives majeures déjà entreprises, celles-ci incluent :

- l'éducation aux arts;
- les communications et la promotion;
- la mise en œuvre du Réseau des écoles associées au Canada et l'accroissement de la participation des jeunes à nos travaux ;
- le développement et le maintien des partenariats et des réseaux existants.

David A. Walden  
Secrétaire général

**LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO**

<i>Président</i>	<b>Max Wyman</b> (Lions Bay, Colombie-Britannique)
<i>Vice-présidente</i>	<b>Michèle S. Jean</b> (Montréal, Québec)
<i>Secrétaire général</i>	<b>David A. Walden</b> (Ottawa, Ontario)

**Présidents des Commissions sectorielles**

<i>Éducation</i>	<b>Arpi Hamalian</b> Présidente, Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (Montréal, Québec)
<i>Sciences naturelles, sociales et humaines</i>	<b>Claude Villeneuve</b> Professeur, Université du Québec à Chicoutimi (Chicoutimi, Québec)
<i>Culture, communication et information</i>	<b>François-Pierre Le Scouarnec</b> Président, Podium Tech (Montréal, Québec)

**Membres**

<b>Michel Agnaïeff</b>	Président sortant (Montréal, Québec)
<b>Lillian Allen</b>	Poète et auteure (Toronto, Ontario)
<b>Dr. Paul Cappon</b>	Directeur général, Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (Toronto, Ontario)
<b>Patricia Lortie</b>	Directrice générale, Bureau des organisations internationales Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Ottawa, Ontario)

<b>Vicki Mather</b>	Directrice, The Alberta Teachers Association (Edmonton, Alberta)
<b>Claude Moreau</b>	Directeur général, Centre international de résolution de conflits et de médiation (Montréal, Québec)
<b>Barbara Motzney</b>	Directrice, Relations internationales et développement de la politique Ministère du Patrimoine canadien (Gatineau, Québec)
<b>Nalini Stewart</b>	Représentante du Conseil des Arts du Canada (Toronto, Ontario)
<b>Shirley L. Thomson</b>	Directrice, Conseil des Arts du Canada (Ottawa, Ontario)
<b>Mathew Zachariah</b>	Professeur émérite, Université de Calgary (Calgary, Alberta)
<b>Norman Villegas</b>	<i>Observateur</i> (Ottawa, Ontario)

**LE SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO**

<b>David A. Walden</b>	Secrétaire général
<b>Katherine Berg</b>	Conseillère spéciale auprès du secrétaire général
<b>Alysouk Lynhiavu</b>	Chargé des Affaires publiques et coordonnateur national du Réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO
<b>Hélène Pollex</b>	Coordonnatrice administrative et adjointe du secrétaire général

***Chargées et chargés de programme***

<b>Elisabeth Barot</b>	Chargée de programme, Droits de la personne, Sciences sociales et humaine et Condition de la femme
<b>Mathias Bizimana</b>	Chargé de programme, Culture et patrimoine mondial
<b>Anyle Côté</b>	Agente intermédiaire de programme, Éducation
<b>Pauline Dugré</b>	Chargée de programme, Communication et Information
<b>Christine Laliberté</b>	Chargée de programme, Éducation
<b>Geneviève Talbot</b>	Agente intermédiaire de programme, Jeunesse
<b>Gisèle G. Trubey</b>	Chargée de programme, Sciences naturelles

***Adjointes et adjoints de programmes***

<b>Jeff Holt</b>	Adjoint de programme, Culture, Communication et Information
<b>Alexis Philiptchenko</b>	Adjoint de programme, Éducation
<b>Annette Roy</b>	Adjointe de programme, Sciences naturelles, sociales et humaines
<b>Caroline Stone</b>	Adjointe aux Finances et à l'Administration

### *Départs 2002*

<b>Benoît Charlebois</b>	Chargé de programme intérimaire, Sciences naturelles (avril à juin)
<b>Marie-Claude Dansereau</b>	Adjointe de programme, Éducation (janvier à septembre)
<b>Diane Laberge</b>	Chargée de programme, Éducation (en détachement)
<b>Aida Sahovic</b>	Adjointe aux Finances et l'Administration (janvier et février)

**LES MEMBRES HONORAIRES DE LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO<sup>1</sup>*****Les anciens ambassadeurs du Canada auprès de l'UNESCO***

Ian Christie Clark	(Ottawa, Ontario)
Jacques Demers	(Gatineau, Québec)

***Les anciens présidents de la Commission***

L.H. Cragg	(Halifax, Nouvelle-Écosse)
Vianney Décarie	(Montréal, Québec)
Guy Bourgeault	(Duvernay, Québec)
Roseann Runte	(Norfolk, Virginia, U.S.A.)
Michel Agnaïeff	(Montréal, Québec)

***Les anciens vice-présidents de la Commission***

Mme Victor Trépanier	
Madeleine Joubert	
Marshall Wm. Conley	(Wolfville, Nouvelle-Écosse)

***Les anciens secrétaires généraux***

Lewis Perinbaum	(Vancouver, Colombie-Britannique)
David W. Bartlett	<i>Décédé en novembre 2002</i> (Ottawa, Ontario)
Claude Lussier	(Ottawa, Ontario)
Shirley L. Thomson	(Ottawa, Ontario)
Francine Fournier	(Montréal, Québec)
Jacques-Victor Morin	(Montréal, Québec)
Louis Patenaude	(Montréal, Québec)

### ***Les Canadiens ayant fait une importante contribution au travail de l'UNESCO***

<b>Albert Millaire</b>	(Montréal, Québec)
<b>Phan Thi Kim Phuc</b>	(Ajax, Ontario)
<b>Sénateur Douglas Roche</b>	(Ottawa, Ontario)
<b>Swee-Hin Toh</b>	(Edmonton, Alberta)
<b>Oscar Peterson</b>	(Oakville, Ontario)
<b>Paul Gérin-Lajoie</b>	(Montréal Québec)
<b>Yvon Charbonneau</b>	(Montréal, Québec)
<b>Norma Walmsey</b>	(Wakefield, Québec)

---

<sup>1</sup> Conformément à l'Article 3.2.3 des Statuts et Règlements de la Commission canadienne pour l'UNESCO, les membres honoraires sont « des personnes dont le Comité exécutif reconnaît la contribution exceptionnelle et l'attachement exemplaire aux idéaux et objectifs de l'UNESCO. » Les membres honoraires sont nommés à vie.

## LES RÉSERVES MONDIALES DE BIOSPHÈRE AU CANADA

### *Nouvelle-Écosse*

- Southwest Nova

### *Québec*

- Charlevoix
- Lac Saint-Pierre
- Mont Saint-Hilaire

### *Ontario*

- Longue Pointe
- Niagara Escarpment
- Thousand Islands – Frontenac Arch

### *Manitoba*

- Riding Mountain
- Saskatchewan
- Redberry Lake

### *Alberta*

- Waterton

### *Colombie-Britannique*

- Clayoquot Sound
- Mount Arrowsmith

*Des informations additionnelles sur les réserves de biosphère au Canada sont disponibles sur le site web de l'Association canadienne des réserves de la biosphère à l'adresse : [www.biosphere-canada.ca](http://www.biosphere-canada.ca).*

## LES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL AU CANADA

### *Terre-Neuve*

- Lieu historique national de L'Anse-aux-Meadows
- Le parc national du Gros-Morne

### *Nouvelle-Écosse*

- La Vieux Lunenburg

### *Québec*

- Le parc de Miguasha
- L'Arrondissement historique de Québec

### *Alberta*

- Le parc provincial Dinosaur
- Le précipice à bisons Head-Smashed-In

### *Alberta/Colombie-Britannique*

*Les parcs des montagnes Rocheuses canadiennes*

- Le parc national de Banff
- Le parc national de Jasper
- Le parc national de Kootenay
- Le parc national Yoho
- Le parc provincial du Mont Robson
- Le parc provincial du Mont Assiniboine
- Le parc provincial Hamber

### *Alberta/Territoires du Nord-Ouest*

- Le parc national Wood Buffalo

### **Colombie-Britannique**

- **S**Gaang Gwaii

### **Les territoires du Nord-Ouest**

- **Le parc national Nahanni**

### **Canada/É.-U.**

- **Le réserve du parc national Kluane** (Yukon) /  
**Le parc national Wrangell–St.Elias** (Alaska, É.U.)
- **Le parc provincial Tatshenshini-Alsek** (Colombie-Britannique) /  
**Le parc national Glacier Bay** (Alaska, É.U.)
- *Le parc international de la paix Waterton–Glacier*  
**Le parc national des Lacs-Waterton** (Alberta) /  
**Le parc national Glacier** (Montana, É.-U.)

*Des informations additionnelles sur les Sites du patrimoine mondial au Canada sont disponibles sur le site web à l'adresse : **[www.parcscanada.gc.ca](http://www.parcscanada.gc.ca)**.*